

(N° 212.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 AVRIL 1924.

Projet de loi sur les distributions d'énergie électrique (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. de WOUTERS d'OPLINTER.

MESSIEURS,

Une préoccupation domine le Parlement, fidèle reflet de l'opinion publique : la restauration économique du pays.

Parmi les éléments, qui peuvent nous aider à atteindre ce but, se place en première ligne la diffusion de l'énergie électrique. Il est urgent d'en assurer la production économique suivant les données de la technique moderne, qui a merveilleusement évolué dans ces dernières années.

Pendant et depuis la guerre cette question a fait l'objet de nombreuses études. Une Commission composée de délégués des administrations publiques et de représentants des industries intéressées, a été constituée par les soins du Ministère des Affaires Économiques au mois de juin 1920. Après deux années de travail, en décembre 1922, elle a pu remettre à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail un avant-projet de loi qui s'inspire des principes suivants :

Il est d'utilité publique :

1° de mettre à bref délai le courant électrique à la disposition de tout citoyen belge tant pour la force motrice que pour l'éclairage, au prix minimum.

2° de permettre immédiatement aux centrales électriques de s'interconnecter dans un but de secours et d'entraide, ainsi que pour obtenir une meilleure utilisation des machines.

Pour atteindre ces résultats :

1° La production du courant à bon marché doit être rendue possible, princi-

(1) Projet de loi, n° 595 (1922-1923).

(2) La Section centrale, présidée par M. Tibbaut, était composée de MM. Lemonnier, Pussemier, Anseele, Van Belle, Piérard, de Wouters d'Oplinter.

palement par la récupération des énergies actuellement perdues ou inutilisables ;

2° le transport et la vente d'énergie électrique ne devraient pas être grévés par des mesures fiscales ;

3° Sauf dans quelques cas spéciaux le régime de la libre concurrence doit être établi, tout au moins en ce qui concerne la force motrice.

Le projet de loi déposé par le Gouvernement, après de longs mois d'étude, ne suit que de loin le projet de la Commission ministérielle. La législation nouvelle marque une étape dans la voie du progrès, mais combien timide ! La Section centrale a cherché à l'améliorer, c'est la raison d'être des amendements qu'elle vous propose aujourd'hui. Même ainsi complétée, la loi ne répond pas à tous les besoins. Il y aura encore d'autres progrès à accomplir. Nous les avons brièvement indiqués dans les conclusions du présent rapport.

Les merveilles réalisées par la science dans ce domaine mettent à notre disposition des sources de richesse incommensurables. Une législation surannée nous prive des bienfaits de la fée « Electricité ».

Est-il possible que la Belgique, placée au carrefour des nations, peuplée plus que toute terre au monde, détruite par l'envahisseur, soit la dernière à profiter des découvertes modernes ?

Est-il possible que pendant plus de trente années encore elle constitue en Europe un îlot réfractaire au progrès ?

Hier la Société des Nations examinait, à Genève, la question du transit international du courant électrique et nous en sommes encore à discuter des intérêts locaux, des intérêts fiscaux ou des intérêts particuliers, respectables sans doute, mais qui ne peuvent être mis en balance avec l'intérêt public.

Votre Section centrale estime qu'une telle situation ne peut se prolonger. Elle a donc recherché les éléments d'une réforme si nécessaire et les moyens d'en assurer l'application immédiate sans porter d'atteinte aux droits acquis.

En principe tout monopole est un danger, combien grave lorsqu'il atteint l'une des sources vitales de notre activité industrielle.

Le monopole ne peut être admis que dans les quelques cas spéciaux où il devient une condition nécessaire de la production industrielle du courant. Il en est ainsi notamment lorsqu'il s'agit de desservir des régions de faible consommation. Les conditions de l'exploitation y sont parfois très onéreuses.

Le monopole des régies permet aux communes de lever un impôt indirect qui pèse sur les consommateurs. Appliqué seulement à la fourniture du courant pour l'éclairage, il atteint surtout le luxe et le confort des particuliers, et le grand commerce. L'industrie n'est taxée que dans une faible mesure. Il faut se garder cependant d'une fiscalité excessive.

D'aucuns estiment que la vente de la *force motrice* devrait être libre de toute entrave et de toute taxation, afin de favoriser, autant que possible, le jeu de la concurrence, en assurant la libre circulation et la libre vente du courant électrique.

En tête de ces intérêts se place la prospérité de notre grande industrie, puissant facteur du relèvement du pays. Nos usines métallurgiques, nos hauts four-

neaux, nos fours à coke, de même que nos charbonnages disposent en effet de sources d'énergie considérables qui sont insuffisamment récupérées. Sous l'empire de l'étroite législation, actuellement en vigueur, le courant, qui pourrait être produit dans des conditions si économiques, ne trouve pas d'usage rémunérateur. Cette simple constatation suffit à condamner le régime.

Le remède existe : l'interconnexion des usines qui a pour conséquence première l'abaissement du prix de revient de nos produits fabriqués, condition de notre succès dans la lutte commerciale sur les marchés mondiaux.

Or, les groupements d'interconnexion sont dans les circonstances actuelles pratiquement irréalisables.

Dans le bassin de Charleroi et dans le bassin de Mons les projets étudiés rencontrent de tels obstacles que les industriels intéressés sont près d'y renoncer. On peut espérer que le vote de la loi leur permettra de reprendre les études momentanément délaissées.

Dans le bassin de Liège, l'Union des Centrales électriques a pu se constituer, malgré les entraves légales et administratives, et cela uniquement grâce au concours bienveillant de la Compagnie du Chemin de fer Nord-Belge qui a autorisé le placement des lignes électriques d'interconnexion sur son domaine particulier. Il est regrettable que l'État belge se soit montré, à maintes reprises, moins généreux et moins éclairé.

L'interconnexion, réalisée dans le bassin de Liège, est une admirable production de l'art de l'ingénieur. Elle fait le plus grand honneur à ceux qui l'ont conçue et exécutée. Les économies considérables obtenues, dès le début, peuvent donner une idée des avantages que procurerait l'extension de ce système à tous nos bassins industriels (1).

**(1) Données relatives à l'Union des Centrales Électriques,
Société Coopérative à Liège.**

A. Coopérateurs :

1. Société anonyme des Tubes de la Meuse,
2. Société anonyme d'Espérance Longdoz,
3. Société anonyme John Cockerill,
4. Société anonyme des Aciéries d'Angleur,
5. Société anonyme d'Athus Grivegnée,
6. Société anonyme d'Ougrée Marihaye,
7. Charbonnage d'Ougrée Marihaye,
8. Société anonyme La Vieille Montagne,
9. Charbonnage de Basse-Rensy,
10. Charbonnage de Wérister,
11. Charbonnage de l'Est de Liège.

B. Puissance totale installée dans les centrales des coopérateurs = 81,250 kw.

C. Énergie totale produite annuellement par ces centrales = 250,000,000 kw-h.

D. Puissance moyenne échangée entre coopérateurs = 6,500 kw. Cette puissance a atteint : 10,500 kw.

E. Énergie échangée entre coopérateurs = 39,000,000 kw. par année.

F. Économie de charbon réalisée du fait du groupement. Par année 54,000 tonnes.

G. Nombre d'interventions pour secours = environ 500 fois par année.

Interconnexion et récupération : c'est-à-dire application à notre industrie des dernières découvertes de la science moderne : voilà le nœud de la question, le point vital que doit régler la loi.

L'industriel belge plus que tout autre doit s'armer pour les luttes pacifiques du commerce international, car plus que tout autre il est atteint par le bouleversement économique.

L'augmentation du coût de la vie, les destructions systématiques de l'ennemi lui ont fait perdre le bénéfice de la situation doublement privilégiée que lui procuraient avant-guerre le bas prix des denrées et la perfection de l'outillage.

La moyenne et la petite industrie, les artisans ont également un besoin pressant d'énergie électrique qu'ils ne peuvent produire eux-mêmes à un prix rémunérateur.

L'agriculture manque de bras, lieu commun, mais qui n'a jamais été plus cruellement vrai qu'à l'heure actuelle.

Enfin, les usages domestiques de l'électricité sont devenus si nombreux, que le bien-être des plus humbles foyers est mis en question.

Tous les citoyens belges, du haut en bas de l'échelle sociale, grands industriels, classes moyennes, ouvriers ou simples particuliers sont donc directement intéressés à la prompt solution du problème qui nous occupe.

C'est une nécessité publique!

Dès lors c'est l'intérêt général qui doit primer et l'établissement de lignes électriques transportant le courant ne peut rencontrer plus d'entraves que la création des chemins de fer, des canaux ou la construction de lignes télégraphiques ou téléphoniques.

La solution serait facile si l'on se trouvait en terrain vierge, devant une œuvre nouvelle, à réaliser suivant un plan d'ensemble scientifiquement établi.

Il n'en est malheureusement pas ainsi. Le problème n'a été, jusqu'à présent, abordé que fragmentairement. Dans certaines régions agglomérées où l'exploitation d'une usine électrique est facile et d'un rendement sûr, des concessions ont été accordées à l'industrie privée et des régies communales assez nombreuses ont été établies. (1)

Il en résulte une action disséminée qui a pour inconvénient de faire perdre tout l'avantage que peut donner la coordination de l'effort et la production de l'énergie en grand. Autre défaut de ce système peu scientifique, les régions plus éloignées et à population moins dense sont totalement abandonnées.

(1) **Statistiques relatives à la production et à la distribution de l'énergie électrique en Belgique.**

A. *Centrales électriques industrielles.* — Puissance totale installée dans les centrales en 1922 : environ 560,000 kw.

Énergie totale produite par ces centrales en 1922 : environ 2,000,000,000 kw h.

B. *Centrales de distribution publique.* — Puissance totale installée dans ces centrales en 1922 : environ 300,000 kw.

Énergie totale produite par ces centrales en 1922 : 338,000,000 kw-h.

C. *Importance des concessions et régies en Belgique fin 1921 :*

a) Superficie totale des communes concédées à des sociétés de distri-

Actuellement environ 1,100 communes, les plus peuplées du pays font l'objet de concessions. Dans 95 communes environ l'électricité est exploitée en régie.

Certes ces droits acquis sont respectables. Les concessionnaires se préoccupent légitimement de ne point perdre le prix de leurs efforts; les administrations communales craignent de se voir enlever les ressources sérieuses que leur procure la vente du courant en régie. Leur situation financière mérite toute notre considération, mais l'intérêt public est en jeu, et se concilie mal avec le caractère absolu des droits revendiqués par ces différentes institutions.

Le problème était double :

1° Réglementer les droits des concessionnaires et des régies, *qui viendront à s'établir après la promulgation de la présente loi* afin d'assurer dans l'avenir la production économique et la diffusion du courant, la récupération des forces perdues et l'interconnexion des centrales. C'est l'objet du projet de loi déposé par le Gouvernement.

2° Assurer l'application *immédiate* du régime nouveau *même dans les territoires actuellement exploités en régies ou concédés* et ce dans quelques cas déterminés d'une manière précise ou l'intérêt public ne peut faire de doute. Le Gouvernement a reculé devant la solution de ce problème infiniment délicat et cependant vital pour le pays. Votre Section centrale n'a pas cru pouvoir se rallier sans réserve au principe d'une loi qui paralyserait, pour trente ans et plus, tous les efforts du progrès. Les représentants des concessionnaires et des régies reconnaissent, d'ailleurs, le bien fondé de ce principe et la discussion ne porte plus guère que sur des questions d'espèce et de quotité.

Afin d'éviter des malentendus qui pourraient se produire au cours de la discussion, il est bon d'insister encore une fois sur ce point essentiel : le projet de loi tout entier ne légifère que pour l'avenir. Il laisse intact les droits des concessions jusqu'à l'expiration des contrats de concession en cours — de même que les droits des régies pendant le délai fixé à l'article premier. Concessions et régies continueront comme par le passé à exercer le monopole qu'elles possèdent sur leur territoire.

Seul l'article 28^{ter}, amendement introduit par la Section centrale, porte atteinte à quelques droits acquis. Il ouvre la Belgique entière au progrès.

Cette limitation est de nécessité publique, nous l'avons vu plus haut. Les

bution publique en Belgique.	km ²	6,559.00
b) Superficie totale des communes concédées à des industriels particuliers pour lesquels la distribution constitue un objet accessoire. . .	km ²	1,191.94
c) Superficie totale des communes desservies par des régies. . . .		721.92
d) Superficie totale des communes concédées et exploitées en régie, km ²		8,572.86
e) Superficie totale des communes non concédées et non exploitées en régies	km ²	20,883.14
Superficie totale de la Belgique	km ²	29,456.00
f) Nombre total de communes concédées		1,106
g) Nombre total de communes exploitées en régie		95

Ces chiffres s'entendent à l'exclusion des territoires rédimés.

cas où elle pourra s'exercer sont d'ailleurs très peu nombreux et nettement définis ; ils sont de stricte interprétation.

Nous croyons devoir insérer ici la lettre adressée par M. le Ministre de l'Industrie et du Travail, à votre Section centrale, en réponse aux questions qu'elle lui avait posées. Cette lettre précise la portée de certains articles du projet de loi. Elle indique notamment les droits que le Gouvernement entend se réserver et la manière dont il compte les exercer.

Bruxelles, le 30 janvier 1924.

MONSIEUR LE RAPPORTEUR,

« Les questions que vous m'avez posées par votre lettre du 10 décembre ont fait l'objet d'un examen approfondi tant de la part du Département des Travaux Publics que de mon Département.

» Pour y répondre, il convient de se reporter aux conditions dans lesquelles ont été jusqu'à présent accordées les concessions.

» En effet, c'est de ces conditions que dépend l'étendue des droits acquis qui sont réservés aux concessionnaires par les articles 1 et 10 du projet.

» Les communes accordent des concessions qui s'étendent à tout ou partie de leur territoire, sans qu'il soit fait de distinction entre les voiries, grande ou petite, à utiliser par le bénéficiaire.

» Mais le droit accordé par la commune au concessionnaire de s'opposer à ce que des lignes électriques destinées au transport ou à la distribution de l'énergie électrique soient établies sur ou sous les voiries n'a jamais été reconnu par l'État comme s'appliquant à son propre domaine.

» L'État s'est toujours réservé le droit d'accorder l'autorisation d'occuper le domaine de la grande voirie.

» L'État n'accorderait pas de concession au bénéficiaire d'une telle autorisation.

» Il n'y a donc jamais eu de concession de distribution de grande voirie.

» En droit, le concessionnaire ne pouvait donc faire obstacle à ce que d'autres distributeurs ou transporteurs d'énergie bénéficiassent d'une autorisation de s'installer sur le domaine de l'État.

» En fait, l'État a accordé des permissions à cet effet.

» La législation nouvelle en projet comporte de la part de l'État une renonciation à son droit d'accorder sur son domaine, dans les zones concédées antérieurement, des permissions à d'autres qu'aux concessionnaires, sauf dans les cas prévus au projet de loi à l'article 10.

» De ce qui précède découlent les réponses suivantes aux questions A, B et C que vous m'avez posées.

» QUESTION A. — Dans les communes concédées et jusqu'à l'expiration de concessions en cours, des permissions de voirie ne pourront-elles être accordées dans la petite voirie que pour autant que les droits et obligations des concessions n'y fassent pas obstacle ?

» RÉPONSE. — Dans les communes concédées, et jusqu'à l'expiration des concessions en cours, des permissions de voirie ne pourront être accordées sur la

petite voirie lorsque les clauses de l'acte de la concession octroyée par la commune y feront obstacle, à moins, toutefois, que la portée de la stipulation ne soit contraire à l'ordre public, ce qui serait le cas si on voulait l'appliquer à des lignes destinées uniquement au transport de l'énergie électrique, sans distribution ni vente dans les limites du territoire concédé.

» QUESTION B. — Dans les communes concédées le régime actuel de la grande voirie sera-t-il maintenu; jusqu'à l'expiration des concessions en cours des permissions de grande voirie pourront-elles être accordées pour toute puissance?

» RÉPONSE. — Dans les communes concédées les autorisations accordées par l'État pour l'occupation de la grande voirie, tant au concessionnaire qu'à toute entreprise seront maintenues.

« Jusqu'à l'expiration de ces concessions des permissions nouvelles ne seront plus accordées sur la grande voirie à des entreprises autres que celles du concessionnaire sauf dans les cas prévus à l'article 10 du projet et, notamment pour alimenter les établissements qui requièrent des fournitures de la catégorie B, c'est-à-dire au delà de la puissance limite.

« QUESTION C. — L'extension à la grande voirie d'une concession de petite voirie fera-t-elle expirer la concession de petite voirie et le territoire entier des communes concédées tombera-t-il dès lors sous le régime nouveau?

« RÉPONSE. — Comme cela est exposé dans le préambule, il n'existe pas de concession de petite voirie, ni de grande voirie.

« En fait, la concession, qui embrassait le territoire entier de la commune mais était limitée dans ses effets en ce qui concerne la grande voirie par la faculté pour l'État de permettre sur celle-ci l'établissement de lignes électriques par des tiers, verra disparaître cette limitation ».

» En effet, l'État n'accordant plus de permissions sur sa propre voirie, le privilège d'exclusivité en faveur du concessionnaire qui, avant le vote de la loi s'étendait seulement à l'utilisation de la voirie communale, s'étendra aussi à la grande voirie; mais sur celle-ci le monopole ne sera pas absolu, car des permissions de voirie pourront être accordées dans les cas prévus à l'article 10 du projet.

* *

» En ce qui concerne la demande relative aux dispositions de l'article 2, l'accord des délégués des divers départements au sein de la Commission d'électricité s'était fait sur la formule ci-après qui s'inspire de ce qui est prévu par l'article 3 de la loi du 20 mai 1898 sur les téléphones :

« L'exécution par une des administrations de l'État, de la province, de la commune ou par une régie correspondante, des travaux que comporte l'établissement ou l'exploitation d'une ligne électrique sur la voirie ressortissant à une autorité autre que celle dont cette administration relève, est subordonnée à l'accord préalable, de l'autorité dont elle emprunte le domaine. A cet effet, l'administration en cause est tenue de soumettre à celle-ci le projet à exécuter en lui adressant les plans et notices explicatifs et en l'avisant de

» cet envoi par lettre recommandée. Il y a présomption d'accord, si, dans le
 » délai de trente jours, le projet n'a pas suscité d'observation. A défaut
 » d'accord, il est statué par arrêté royal pris à la diligence du Ministre de
 » l'Intérieur, le Comité permanent institué en vertu de l'article 28 préalablement
 » entendu. En tous cas, les installations à établir par les Administrations
 » publiques ou les régies, doivent satisfaire aux conditions générales prescrites
 » par les règlements d'Administration publique pris en exécution de la
 » présente loi ».

« Le texte a même figuré dans l'un des avant-projets précédemment admis par la Commission d'électricité, et c'est seulement en vue d'alléger le projet que cette disposition a été supprimée en même temps que beaucoup d'autres, étant entendu que, d'ailleurs, rien n'empêcherait de la reprendre ultérieurement dans le règlement organique prévu comme devant faire l'objet d'un arrêté royal.

« Veuillez agréer, Monsieur le Représentant, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Ministre,

R. MOYERSOEN.

Les dispositions essentielles qui sont édictées par la présente loi peuvent se répartir en trois catégories :

1° Les clauses des articles 2 à 12 inclus fixent :

a) les droits spéciaux reconnus pour l'avenir à l'État, aux provinces et aux communes ;

b) le régime légal auquel sera soumis tout contrat nouveau de concession après la promulgation de la loi ;

c) le régime légal auquel seront soumises les régies nouvelles ainsi que les régies actuellement existantes, ces dernières après l'expiration du délai fixé à l'article premier.

2° Les clauses des articles 13 à 26 inclus fixent les conditions dans lesquelles les droits, reconnus aux douze premiers articles du projet, peuvent être exercés et le contrôle auquel ils sont soumis.

3° Les clauses des articles 28 à 30 inclus régularisent les situations acquises ou règlent les cas d'exception prévus à l'article premier, dans les territoires où il existe des droits acquis au moment de la promulgation de la loi.

Après avoir esquissé la genèse du projet de loi et exposé dans leurs grandes lignes les principes qui l'ont inspiré, nous croyons devoir passer immédiatement à l'examen des articles. C'est, à notre avis, le seul moyen d'aborder un sujet aussi compliqué, avec ordre et méthode. Certains d'entr'eux nécessiteront un développement assez étendu. Il en est ainsi notamment de l'article 10 qui, avec l'article 28^{ter}, est le plus important de la loi.

Cet examen nous fournira l'occasion de justifier, à propos de chaque article, amendé par la Section centrale, les modifications proposées par celle-ci.

ARTICLE PREMIER.

L'annonce du projet de loi a fait craindre, bien à tort, dans certains milieux

inquiétudes et une emprise considérable sur les droits acquis. Pour calmer ces inquiétudes et faire réserver d'ailleurs ses propres droits le Gouvernement a cru qu'il était bon de faire une déclaration formelle qui, placée à l'article premier, précise l'intention du législateur. L'article premier du projet de loi du Gouvernement ne va pas plus loin.

La Section centrale introduit à cet article deux amendements importants :

1° En ajoutant à la fin du premier paragraphe les mots : « *Sous réserve des exceptions prévues à l'article 28^{ter}* », elle invite la Chambre à inscrire en tête de la loi le principe de l'application immédiate dans le pays entier de certaines de ses dispositions nettement déterminées. Il s'agit d'une simple déclaration de principe. Il est impossible d'entrer dans les détails dès le premier article. L'article 28^{ter} est réglé inévitablement par les décisions qui seront prises au cours de la discussion.

Au surplus, il serait très naturel que la Chambre ajournât jusqu'à la fin de la discussion le vote de cet amendement. Seule cette discussion pourra fixer la portée exacte de l'article 28^{ter} ; nous ne pouvons guère demander à la Chambre de baptiser celui-ci avant sa naissance.

2° Le paragraphe 2, paragraphe nouveau introduit par la Section centrale constitue également un amendement important.

Il a pour but principal de porter à *trente années* la durée pendant laquelle les régies, actuellement existantes, conserveront leur monopole absolu, sous réserve des dispositions de l'article 28^{ter} qui leur seront immédiatement applicables.

L'article 29 du projet du Gouvernement fixait ce délai à dix ans seulement. Les représentants des régies ont fait valoir qu'il ne serait pas équitable de n'accorder aux régies qu'un délai aussi court. Plusieurs d'entre elles ont consacré récemment à des installations nouvelles des capitaux assez considérables qui doivent être normalement amortis.

Les concessions en cours ont une durée moyenne de trente ans environ. Les régies seraient donc mises sur le même pied que celles-ci.

Votre Section centrale s'est rangée à cet avis. Certains membres ont cependant estimé que le délai de trente années était très long. La stricte équité eut demandé l'établissement d'un délai différent pour chaque régie, délai fixé d'après les sacrifices financiers consentis.

Ce système eut été compliqué ; il eut fallu au surplus laisser au Gouvernement le soin de fixer les différents délais par arrêté royal.

La majorité de la Section centrale a jugé que quoique un peu trop radical, le système proposé dans l'amendement était d'une application facile, et à l'abri de tout arbitraire.

D'autre part, cette disposition a paru plus à sa place à l'article premier. Elle consacre, en effet, un droit dont la reconnaissance est une question vitale pour certaines régies, son adoption est de nature à influencer sérieusement les votes de ceux d'entre vous, qui ont ces intérêts spéciaux particulièrement à cœur.

ART. 2.

1° Cet article contient tout d'abord la reconnaissance des droits de l'État, des provinces et des communes en matière de permission de voirie, tels qu'ils existent actuellement.

2° La disposition autorisant les pouvoirs publics à placer des conducteurs d'énergie électrique même en dehors de leur domaine respectif est nouvelle. C'est une concession mutuelle que se font les différents pouvoirs publics. Elle est de nature à supprimer de multiples entraves administratives et assure le libre exercice des droits consacrés à nouveau par le présent article.

Cette disposition ne peut donner lieu à des abus; l'application en est, en effet, réglementée par différents articles de la loi, notamment par l'article 21 § 4.

On consultera utilement à ce sujet la partie finale de la lettre de M. le Ministre de l'Industrie et du Travail, en date du 30 janvier dernier, reproduite ci-dessus.

Arr. 3.

Sous l'empire du régime actuel aucune limite n'est apportée au droit des régies et des concessionnaires. Dans un territoire déterminé leur monopole peut revêtir un caractère exclusif. Pour les motifs indiqués plus haut il est nécessaire d'apporter à ce régime certaines restrictions.

Il s'agit en fait de concilier deux intérêts qui semblent à première vue contradictoires :

D'une part, stimuler la récupération des forces perdues dans la grande industrie, rendre leur utilisation possible par l'interconnexion des usines, et permettre aux grands consommateurs d'obtenir du courant au prix le plus bas.

D'autre part, ne pas entraver l'établissement de nouvelles régies ou de nouvelles concessions qui, à divers points de vues, peut être aussi d'une nécessité inéluctable.

La solution a été trouvée dans une heureuse formule qui a recueilli l'approbation unanime de votre Section centrale.

Désormais donc, comme par le passé la distribution de petites et de moyennes puissances pourra faire l'objet d'un monopole, au profit soit des régies soit des concessions accordées par les administrations communales. Les droits de celles-ci sont même étendus puisque le projet de loi autorise en termes formels les associations de communes dans ce but, dans les limites de la loi du 1^{er} mars 1922.

Par contre, le consommateur dont les installations requièrent une grande puissance d'électricité échappe à tout monopole. Pour lui le principe de la libre concurrence subsiste seul. Il s'adressera en pleine indépendance à celui des producteurs qui lui offre le plus d'avantages soit au point de vue du prix, soit au point de vue de la régularité de la fourniture. Pour atteindre son client le fournisseur, choisi par celui-ci, a le droit d'obtenir une permission de voirie aux conditions ordinaires fixées par la loi, sans qu'on puisse lui opposer le monopole de la régie ou du concessionnaire.

C'est permettre la libre expansion dans le pays entier de toute notre grande production électrique, sans porter atteinte à la vitalité des concessions et des régies.

Au surplus, il ne s'agit pas de concéder ici un supermonopole à la grande industrie, mais seulement, comme nous l'avons dit maintes fois, de mettre tous les consommateurs en face de la loi de l'offre et de la demande.

Le principe de la division des consommateurs en deux catégories n'est d'ailleurs plus combattu.

Il n'en est pas de même du taux de puissance au-dessus duquel le monopole n'est plus permis.

Le Gouvernement proposait 400 kilowatts; ce chiffre avait le grand avantage de serrer de plus près le principe que nous avons déjà posé : appliquer le monopole à l'éclairage seul, sans y soumettre la force motrice.

Votre Section centrale s'est fait un devoir d'entendre à ce sujet les représentants des régies et des concessionnaires, ainsi que les représentants de notre grande industrie et du groupement de Liège. Tenant compte des arguments présentés, la Section centrale s'est arrêtée au chiffre de 1,000 kw., qui présente un caractère transactionnel et peut être accepté par tous les intéressés.

La disposition de l'article 5 § 4, autorisant la perception d'une taxe sur les fournitures de la catégorie B est, d'autre part, très avantageuse pour les communes.

Les trois amendements, d'inégale importance, dont la Section centrale vous propose l'adoption, sont la conséquence de l'étude approfondie à laquelle elle s'est livrée.

1° Le premier consiste à porter à 1000 kw. la limite de puissance entre les deux catégories.

Le Gouvernement avait estimé la limite de 400 kw. suffisante.

Telle n'a pas été l'opinion de la majorité de votre Section centrale.

Pour permettre à la Chambre d'apprécier la portée de cet amendement, il est utile de donner ici quelques chiffres.

La statistique ci-dessous, dressée par l'Administration des Mines, montre que sur 4,743 établissements industriels actuellement munis d'installations de force motrice à vapeur (non compris les usines spéciales d'électricité), il y en a :

3,798 dont la puissance est inférieure à 100 kw.;			
403	—	comprise entre 100 et	199;
235	—	—	200 et 399;
234	—	—	400 et 1,999;
73	—	supérieure à	2,000 kw.

2° Au paragraphe 2 de l'article 3, le chiffre « 85 p. c. » a été substitué au mot « principalement », ce qui revient à dire que les clients de la catégorie B pourront employer à l'éclairage de leurs établissements, 15 p. c. de la consommation.

Ce chiffre a paru à votre Section centrale plus objectif; il est d'ailleurs conforme aux nécessités d'éclairage dans nombre d'industries.

3° Il a été jugé nécessaire de préciser que pour établir le chiffre de 1,000 kw. puissance limite, tout groupement de consommateurs était interdit.

De tels groupements permettraient de tourner la loi et sont implicitement interdits par l'esprit même de celle-ci.

Il est évidemment préférable de les interdire explicitement.

ART. 4.

Cet article ne donne lieu qu'à un amendement de pure forme. Toutefois, il est bon de faire remarquer que les droits qui y sont reconnus ne peuvent s'exercer que dans les limites de la loi, et notamment sous réserve des articles 1, 28^{bis} et 29.

ART. 5.

Les deux premiers paragraphes de cet article ne contiennent que la constatation d'un droit existant. Ils n'apportent aucune modification au droit de surveillance et de contrôle que l'État tient des lois organiques.

Le troisième paragraphe indique la nécessité de soumettre l'exercice de ce droit aux dispositions de la loi actuelle.

Le quatrième paragraphe accorde une compensation aux régies pour le préjudice qu'elles pourraient subir du chef de l'application de l'article 3.

Le principe de la redevance proposée par le Gouvernement est admis par la Section centrale. Celle-ci a estimé toutefois que la fixation de ce droit à des taux différents suivant qu'il s'agit de la force motrice ou de l'éclairage, fourni accessoirement, donnerait lieu à de grandes difficultés de perception.

Le chiffre unique de 5 p. c. a été adopté à la majorité des voix. Certains membres, soucieux de favoriser les finances communales, ont proposé un taux plus élevé. Par contre, le principe même de ce prélèvement a été combattu par des membres hostiles à toute taxation de la force motrice.

ART. 6.

Cet article reconnaît explicitement le droit d'association des communes.

La Section centrale vous propose un amendement de pure forme.

ART. 7.

L'article 7 proposé par le Gouvernement soumet au contrôle de la Députation permanente et à l'approbation du Roi les *conditions techniques et commerciales* de la régie, ainsi que le montant de la redevance prévue à l'article 5.

1° *Conditions techniques*. — D'après le projet de loi celles-ci sont soumises à l'avis de la Députation permanente et à l'approbation du Roi.

Au cours des discussions de la Section centrale, certains membres ont émis l'avis que cette disposition avait un caractère trop absolu, et soumettait les grandes communes à une surveillance injustifiée, qui pourrait devenir tracassière si elle était trop minutieuse.

Pour répondre à cette objection, votre Section centrale vous propose d'introduire au paragraphe premier le mot « les conditions techniques *générales* ». En effet, dans l'intention du Gouvernement, l'approbation de l'autorité supérieure sera donnée une fois pour toutes et seules les modifications importantes ou les extensions non prévues devront être approuvées par un arrêté royal spécial.

Malgré cette précision, la Section centrale a cru pouvoir vous proposer de soustraire à cette surveillance les communes qui ont un service technique organisé ce qui est généralement le cas dans les communes d'une certaine importance.

La Section centrale s'est demandé si la dispense du contrôle de l'autorité supérieure devait être accordée seulement aux communes de plus de vingt mille habitants, ou si cette mesure devait être étendue et appliquée à toutes les communes de plus de 5,000 habitants.

Cette dernière opinion a prévalu, à la majorité des voix. Elle a paru mieux en

harmonie avec notre législation, qui exempte les communes de cette catégorie de la tutelle des Commissaires d'arrondissement. On a craint également d'entraver l'initiative de quelques gros bourgs industriels qui ont intérêt à s'outiller rapidement.

Par contre, plusieurs membres de la Section centrale ont exprimé, et conservent la crainte de voir les intérêts de ces communes mis en péril. Les administrations des petites localités sont obligées dans la plupart des cas d'accepter comme seul conseil technique, l'ingénieur de l'entreprise qui est chargée de la construction et de l'exploitation des installations. Elles sont, dès lors, mal armées pour se défendre contre ces entreprises dont les intérêts sont parfois en opposition avec les leurs.

La dispense de tout contrôle technique, même limitée, aux communes de plus de 20,000 habitants, n'est d'ailleurs pas sans inconvénients. On peut envisager une époque où la production en grand de l'électricité et sa diffusion feront de tels progrès que le service de l'électricité dépendra de vastes réseaux régionaux, interconnectés. Il importe donc que les installations nouvelles, même dans les grandes villes, répondent à des conditions techniques *générales* qui ne s'opposent pas à de telles réalisations.

Certains membres de la Section centrale estiment pour ce motif que toute dispense de contrôle accordée aux communes est regrettable, d'autant plus que l'introduction du mot « *générales* » au paragraphe premier devrait calmer toutes les inquiétudes des villes, concernant une intervention abusive du pouvoir central.

2° *Conditions commerciales.* — Le projet de loi du Gouvernement soumettait à l'approbation de la députation permanente le tarif maximum que la régie peut appliquer aux fournitures de la catégorie A (éclairage).

A la majorité des voix, votre Section centrale propose de supprimer cette disposition. Si cet amendement est adopté il aura pour effet de permettre aux communes de faire de la fourniture du courant pour l'éclairage une base d'imposition indirecte, sans aucunes limites autres que celles qui résultent des lois organiques.

3° Taux de la redevance imposée aux fournisseurs de la catégorie B.

Le droit à cette redevance est établi en faveur des administrations communales par le paragraphe final de l'article 5.

En vertu des dispositions nouvelles de l'article 7, le taux de cette redevance est soumis à l'avis de la Députation permanente, un membre de la Section centrale a fait remarquer que le contrôle de l'autorité supérieure réduit à cette limite était bien aléatoire et pourrait au surplus donner lieu à des conflits entre les différentes autorités. En effet, si l'Administration communale ne tient pas compte de l'avis de la Députation permanente celle-ci conserve dans certains cas le droit de ne pas approuver le budget communal. Il eut mieux valu peut être remplacer le mot « avis » par le mot « approbation ».

La Section centrale, à la majorité, s'est prononcée en faveur du texte de l'amendement qui vous est proposé.

Les amendements introduits aux quatre derniers paragraphes de l'article 7 consacrent ces différentes décisions et sont, pour le surplus, de pure forme.

ART. 8.

Cet article reconnaît une fois de plus aux communes ou aux associations de communes, le droit d'accorder des concessions sur leur territoire. Il détermine les conditions dans lesquelles ce droit peut-être exercé. Les amendements qui vous sont proposés par la Section centrale ont pour objet de mettre l'article 8 en rapport avec les différentes modifications à la loi, que nous avons eu l'honneur de soumettre à votre approbation.

ART. 9.

Cet article ne paraît pas nécessiter de commentaire. Il n'est cependant pas inutile de spécifier que les conditions auxquelles serait soumis l'octroi d'une permission de voirie peuvent être aussi bien commerciales que techniques. Voir à ce sujet l'Exposé des motifs.

ART. 10.

Cet article est, à n'en pas douter, l'un des plus importants de la loi.

Il limite le monopole absolu des régies et des concessionnaires futurs sur différents points que nous allons examiner successivement.

Des permissions de voirie pourront être accordées à des tiers pour le transport de l'électricité, même dans les territoires faisant l'objet d'une exploitation en régie ou d'une concession, établies sous le régime de la présente loi, dans les cas suivants :

a) *transporter l'énergie électrique sans distribution ni vente.*

Il est à peine nécessaire de présenter une justification quelconque de cette exception qui consacre un principe d'ordre public. Il ne peut être admis que les concessionnaires s'opposent au placement sur leur territoire d'un câble destiné à porter le courant dans une autre région du pays. Il est d'ailleurs fort douteux que la concession, même la plus exclusive puisse donner une base légale à de telles prétentions. Néanmoins afin d'éviter toute équivoque, cause possible de discussions ou de procès, il est bon que la loi mentionne ce point, tout au moins pour mémoire,

b) *Permettre à une entreprise industrielle ou agricole de relier, pour son propre usage, ses différents sièges d'exploitation à sa centrale électrique.*

Cette exception est de pur bon sens. L'unité effective d'une industrie a une importance primordiale. Les circonstances peuvent imposer la division en plusieurs sièges. Cette division peut être la conséquence naturelle ou la condition indispensable du développement d'une industrie qui ne peut s'étendre, au siège central, faute de terrains disponibles. Elle peut résulter de nécessités d'exploitation comme dans les charbonnages.

L'intérêt de l'industriel, qui se confond ici avec l'intérêt général, exige que l'affaire ne soit pas entravée dans son essor par une circonstance contingente telle que l'existence d'une concession ou d'une régie.

Plusieurs membres de la Section centrale ont exprimé la crainte que l'application de cette disposition ne donne lieu à des abus. Il ne faut pas que l'interprétation du mot « entreprise industrielle », dans un sens extensif, permette la formation de groupements d'industriels qui prétendraient dès lors jouir, pour

leurs différents établissements, du privilège accordé. Le mot « entreprise industrielle » doit être compris ici comme s'appliquant à une seule affaire, à une seule firme industrielle (société anonyme, société en commandite, etc. ou particulier) ayant sa direction et son bilan propre. Les groupements d'industriels qui s'associent pour des motifs industriels ou commerciaux sans perdre leur individualité et sans confondre entièrement leurs intérêts, ne pourraient bénéficier de la disposition de l'alinéa b.

c) *Distribuer l'énergie électrique aux consommateurs pour les fournitures comprises dans la catégorie B.*

Conséquence logique de l'adoption de l'article 3.

Du moment que la division des consommateurs en deux catégories (dont la première seule peut faire l'objet d'un monopole) est admise, il faut naturellement que le placement des conducteurs, destinés à fournir le courant aux consommateurs de plus de 1000 kw., soit autorisé en toute circonstance.

d) *Relier entre elles les centrales de groupements de l'État, des provinces, des communes et des particuliers, constitués dans un but de secours ou d'échange ou en vue d'assurer une meilleure utilisation des machines motrices.*

En ce qui concerne les centrales appartenant à des particuliers, ne pourront être admises à jouir du bénéfice de la présente disposition que celles d'entre elles dont la puissance génératrice installée et en ordre de service, est d'au moins :

500 kw. pour les centrales hydrauliques, les centrales dépendant de hauts-fourneaux, de fours à coke, de charbonnages et d'une manière générale les centrales utilisant des produits de récupération ;

1,000 kw. pour les centrales thermiques quelconques alimentées au charbon ou au combustible liquide, qui demandent à se raccorder à un groupement comprenant des installations de la catégorie précédente ;

1,500 kw. pour les centrales thermiques quelconques qui demandent à se raccorder avec une des centrales n'utilisant aucun produit de récupération.

Le bénéfice de cette disposition est en outre subordonné à la condition que les établissements des particuliers, dont dépendent les centrales, requièrent à leur usage une puissance quart horaire maxima d'utilisation au moins égale pour chaque catégorie à la puissance génératrice indiquée ci-dessus pour la centrale.

Toutefois, cette dernière condition ne s'applique pas aux centrales hydrauliques.

Cette disposition réalise un des buts essentiels de la loi. Elle supprime les entraves qui pourraient être apportées à l'interconnexion des usines génératrices du courant électrique, et elle permet d'aborder scientifiquement le problème de la récupération des forces perdues.

Pour que celle-ci soit rémunératrice il faut tout d'abord que le courant produit soit industriellement utilisable. Les sources d'énergie récupérable sont, par essence, irrégulières : citons notamment les gaz provenant des hauts-fourneaux et des fours à coke. On peut même affirmer que, par suite de cette irrégularité, l'utilisation des gaz récupérés ne peut se faire pratiquement sans échanges et sans groupements. L'interconnexion permet la régularisation des courbes de charge, et des courbes de consommation d'une manière d'autant plus efficace que le nombre des producteurs et des consommateurs est plus grand et de nature plus variée.

Mais le courant devenu ainsi utilisable doit pouvoir être *utilisé* avant tout pour l'usage des usines groupées dans un but d'économie, d'entr'aide ou de meilleure utilisation des machines. En régime normal hauts-fourneaux et fours à coke peuvent produire l'électricité à un prix de revient très bas. Il n'est dès lors plus nécessaire d'immobiliser de gros capitaux pour l'installation de machines génératrices dans chaque usine. Le voisin coopérateur fournit le courant à meilleur marché. Il y a plus : telle usine entièrement outillée pour la production arrête sa machine, et se fournit au haut-fourneau voisin, son installation demeurant toujours prête à intervenir comme réserve de secours ou d'alimentation.

Je n'insiste pas, j'indique seulement des avantages trop évidents pour qu'il soit nécessaire d'appuyer.

Il y a du reste, dans les milieux intéressés, accord unanime pour autoriser les permissions de voirie nécessaires pour l'établissement des interconnexions. Les discussions de la Section centrale n'ont porté que sur des questions de modalité et de quotités.

Après avoir entendu les intéressés, la Section centrale vous propose un système qui sans porter atteinte au principe du texte du Gouvernement, précise davantage.

Serrant de plus près les situations, il établit une échelle proportionnelle, qui différencie les centrales productrices d'après la nature de la force motrice employée pour la production du courant ; les plus grandes facilités étant accordées aux usines qui font usage de combustibles récupérés et non accumulables.

Cette disposition, jointe à la condition de consommation, imposée aux usines qui devront user du privilège que la loi leur accorde, est de nature à enlever aux régies et aux concessionnaires toute crainte d'une concurrence systématique et intentionnelle.

e) Alimenter une entreprise industrielle ou agricole en énergie électrique lorsque la régie ou le concessionnaire refuse de desservir celle-ci aux conditions générales de l'abonnement, et notamment dans le délai qui leur est imparti pour effectuer leur fourniture.

Dans ce cas, c'est le concessionnaire ou la régie qui est en faute, soit volontairement, soit involontairement. Les pouvoirs publics doivent être armés pour garantir le consommateur contre la défaillance du producteur qu'elle qu'en soit la cause. Il demeure entendu que le consommateur peut être astreint dans certains cas à assumer les charges de premier établissement.

Le mot « entreprise industrielle » doit être pris ici également dans le sens restrictif défini au commentaire de l'alinéa *b* du présent article.

f) Alimenter une entreprise dont l'exploitation serait arrêté par suite d'un accident pendant le temps strictement nécessaire pour effectuer les réparations requises.

Il s'agit de parer à une situation toute temporaire. En cas d'accident il est de première nécessité de pouvoir assurer la reprise du travail dans le plus bref délai possible. Il est légitime que l'industriel qui est victime d'un tel mécompte puisse s'alimenter le plus avantageusement et le plus promptement possible.

Le paragraphe final contient des dispositions d'une nature toute différente de celles qui précèdent; les principales ont un caractère transitoire. Il a paru plus logique de les reporter au dernier chapitre de la loi; elles font l'objet de l'article 28^{bis}, dont on trouvera ci-dessous le commentaire.

ART. 11.

L'article 11 détermine la compétence respective de l'État, de la province et des communes pour l'octroi des permissions de voirie. Par voie d'amendement votre Section centrale vous propose de reconnaître ce droit aux communes, lorsque les lignes à établir ne s'étendent pas au delà de leur territoire. — On ne voit pas de motif grave de priver les administrations locales de la faculté de régler une question à laquelle elles sont, en somme, seules intéressées.

ART. 12.

Cet article ne semble pas comporter de commentaire.

ART. 13.

Cet article indique dans quelles conditions pourront désormais être exercés les droits reconnus à l'article 2.

La Section centrale vous propose d'ajouter au paragraphe deuxième de l'article 13, les mots « Si les modifications sont imposées soit par un motif de sécurité publique, soit pour préserver la beauté d'un site ».

Un membre de la Section centrale aurait désiré faire adopter un amendement exprimant le vœu de voir les pouvoirs publics, de même que les concessionnaires, s'efforcer, en vue de la préservation de la beauté des sites, d'emprunter le plus souvent, pour l'établissement des conducteurs d'énergie électrique et de leurs supports, les grandes voies de communication ou les lignes de chemins de fer. Le Gouvernement, après avoir pris l'avis de la Commission des sites et des monuments devrait, dans sa pensée, interdire tout tracé ou tout détail d'exécution de nature à nuire à l'aspect d'un site rural ou urbain.

Votre Section centrale s'associe entièrement à l'idée qui avait inspiré cet amendement. Nous devons toujours veiller à conserver, et tenter d'accroître le patrimoine de beauté de notre pays.

Toutefois la majorité des membres de la Section centrale a estimé qu'il n'y avait pas lieu d'introduire à ce sujet dans la loi une disposition spéciale très détaillée et parfois difficile à appliquer. Elle estime que le but poursuivi sera atteint si dans l'application de l'amendement de forme plus générale qu'elle vous propose, les pouvoirs publics s'inspirent du commentaire ci-dessus.

Quant à l'amendement final qui vous est proposé, il doit être entendu que cette disposition ne porte aucune atteinte aux droits que les autorités publiques détiennent du chef des lois organiques. Les règlements généraux doivent être respectés, de même que les dispositions de la présente loi, notamment l'article 21 § 4.

ART. 14 à 20.

Ces articles règlent les droits et obligations des entreprises de transport et de

distribution d'énergie électrique. Les dispositions qu'ils édictent sont claires et objectives et ne nécessitent, semble-t-il, aucun commentaire. Votre Section centrale n'estime pas qu'il y ait lieu de les amender. Le système de la loi se rapproche d'ailleurs sur beaucoup de points de la législation concernant d'autres services publics tels que les tramways, télégraphes et téléphones.

Il est intéressant de noter ici que le projet de loi reconnaît, dans certains cas, au placement des conducteurs d'électricité le caractère d'entreprise d'utilité publique. A l'égard des particuliers la législation nouvelle s'appuie sur ce principe.

ART. 21.

Cet article contient quelques précisions concernant les règlements généraux d'exécution de la loi qui devront faire l'objet d'un arrêté royal.

ART. 22.

Cet article règle la constitution du Comité consultatif permanent.

Trois amendements vous sont proposés par la Section centrale. :

1° L'introduction d'un paragraphe 2 nouveau ainsi conçu : *Les membres du Comité, en dehors du président, sont choisis pour moitié parmi les représentants des régies et industries intéressées.* Cette disposition est, croyons-nous, conforme aux intentions du Gouvernement. Votre Section centrale a jugé qu'il était utile que ce point fût explicitement mentionné dans la loi.

Il y a lieu de faire remarquer qu'il serait équitable de réserver également aux consommateurs une représentation au sein du Comité.

2° L'introduction de la mention de l'article 28^{ter} au paragraphe 4, est une conséquence logique du vote éventuel de cet article.

3° Le mot « esthétique » devrait être ajouté au paragraphe 6 pour répondre aux considérations développées à l'occasion de l'examen de l'article 13.

ART. 23 à 27.

Ces articles, relatifs à la répression des infractions à la loi, et aux sanctions pénales qu'elles entraînent, n'appellent pas de commentaire.

ART. 28.

Sans modification ni commentaire.

ART. 28^{bis}.

Cette disposition qui faisait, dans le projet du Gouvernement l'objet du paragraphe final de l'article 10, trouve, de l'avis de la Section centrale mieux sa place aux dispositions transitoires.

Il est bon d'en préciser ici la portée. — Pour plus de clarté nous devons tout d'abord faire remarquer que le présent article est applicable aux territoires actuellement exploités en régie ou concédés, mais ne porte aucune atteinte aux droits acquis.

Il a divers buts :

1° Il rend applicable à l'octroi des permissions de voirie, qui seront accordées dans l'avenir, le régime simplifié édicté par la loi ;

2° Les droits que l'État se réserve sur la grande voirie y sont précisés. La manière dont l'État entend exercer ces droits est exposée dans la lettre adressée par M. le Ministre de l'Industrie et du Travail à votre rapporteur sous la date du 30 janvier dernier, en réponse aux questions posées au nom de la Section centrale. Cette lettre est reproduite à la fin de la partie générale du présent rapport.

En résumé l'État renonce à faire usage de son droit d'accorder d'autres permissions que celles précisées dans sa réponse. Il se prive notamment du droit d'accorder des permissions en dessous de la puissance limite de 1000 kw.

Il est évident qu'une telle renonciation ne peut avoir la portée d'un abandon, ou d'une diminution du droit souverain de l'État sur le domaine public. La conservation de celui-ci est d'ordre public, il est donc inaliénable.

Les déclarations de l'État n'ont que la valeur morale que l'on doit accorder à une affirmation aussi formelle de ses intentions quant à l'application de la loi.

3° La restriction « *sous réserve des droits reconnus...* » laisse à l'État le droit d'accorder des permissions, suivant le mode nouveau, même sur la petite voirie si les droits des concessions ou régies ne sont pas absolus et comportent certaines restrictions, comme en contiennent certains contrats de concession. Dans ce cas — tout ce qui n'est pas concédé — même sur la petite voirie pourra faire l'objet d'une permission accordée par l'autorité devenue compétente en vertu de l'article 11 de la loi.

La commune notamment pourra accorder une telle permission sur la grande voirie si l'ensemble de la ligne à établir ne dépasse pas le territoire de la commune.

ART. 28ter.

Cet article nouveau est le seul qui soit applicable aux régies et concessions existant avant la promulgation de la loi. Il autorise l'octroi de permissions de voirie sur le territoire exploité par celles-ci, mais seulement dans certains des cas visés à l'article 10. De son adoption dépend l'avenir de notre industrie. Il est inutile d'entrer dans de nouveaux développements à ce sujet, ce point ayant été traité dans la partie générale du rapport.

La voirie, quelle qu'elle soit, fait partie du domaine public, elle est donc par essence inaliénable. Le concessionnaire reçoit l'autorisation de se servir des voies publiques pour établir les installations que comporte l'entreprise qui fait l'objet de la concession. Mais il ne saurait par là, en aucun cas, acquérir un droit sur ce domaine qui reste la propriété exclusive et intangible des pouvoirs publics. Toute permission de voirie est donc précaire par essence, et l'État peut toujours en accorder de nouvelles, sans pouvoir être astreint à une indemnité de ce chef.

Mais l'usage de ce droit doit être justifié par des raisons graves, notamment par l'intérêt public. Nous avons exposé à quel point celui-ci exige dans l'espèce une réforme immédiate de notre législation.

La Section centrale a veillé, d'ailleurs, à ce que l'adoption du présent article

ne puisse porter atteinte sérieuse à la vitalité des entreprises existantes. Les cas où l'État est autorisé à user des prérogatives de son souverain domaine sont peu nombreux, nettement définis, et de stricte interprétation.

Il est logique que ces cas exceptionnels se confondent avec ceux qui ont été prévus à l'article 10. Nous avons cependant jugé équitable de ne pas étendre cette mesure au cas prévu à l'alinéa c du dit article 10. Il résulte de cette décision que c'est seulement à l'expiration des concessions en cours ou, en ce qui concerne les régies, après trente années que la clientèle des grands consommateurs (catégorie B) rentrera dans le champ de la libre concurrence.

Il se peut que, malgré cette réserve, l'État, en usant du droit que, nous lui reconnaissons cause quelque tort à des tiers. Il en serait ainsi notamment si la nouvelle permission de voirie avait pour effet, dans certains cas spéciaux, d'établir une concurrence de fourniture. La concession accordée, au titulaire de celle-ci le droit de percevoir un péage. En le privant de certains de ses clients on le prive des bénéfices qu'il était en droit d'escompter. Si telle est la situation, il y a lieu à indemnité, dont le paiement incombe au bénéficiaire de la permission nouvelle, il est inutile de le spécifier, c'est le droit commun. En cas de litige les tribunaux décideront, mais en aucun cas la légalité de cette permission ne saurait être mise en doute, ni son usage subordonné à la fixation ou au paiement de cette indemnité. Il est évident que toutes les fournitures faites en vertu d'une des permissions dont nous traitons en ce moment ne peuvent être considérées comme causant un préjudice à l'exploitant actuel. Tel établissement, telle succursale d'une industrie ne pourra s'établir que grâce à la disposition nouvelle. Le but de celle-ci est de faire naître ces initiatives industrielles ; à aucune époque le concessionnaire n'avait pu espérer leur clientèle.

ART. 29.

Pour les motifs indiqués au commentaire de l'article premier, la Section centrale a jugé que la durée du monopole absolu des régies actuellement existantes devait être fixée dès le premier article de la loi nouvelle. Elle propose, comme on le sait de porter ce laps de temps de dix à trente années.

On a fait remarquer que ce délai paraissait bien long en ce qui concerne les droits de l'État. Cette décision établit, en effet, à l'égard de celui-ci une restriction qui, à un moment donné, peut imposer des entraves et des charges considérables à des services publics dont le fonctionnement est d'intérêt général.

A la majorité de ses membres, la Section centrale a cependant rejeté la proposition qui avait été faite de maintenir le paragraphe premier de ce projet du Gouvernement, et a décidé de vous demander la suppression totale de l'article 29.

ART. 30.

Sans commentaire.

* * *

Nous avons terminé l'examen de ce projet de loi si complexe. Heureux si le rapport de la Section centrale peut guider la Chambre au milieu des difficultés juridiques, des problèmes techniques et des conflits d'intérêts qui surgissent à maintes reprises.

Lorsque vous aurez accompli cette œuvre de progrès et d'équité une partie seulement de la tâche sera terminée. Il faudra songer aussi à la diffusion de l'électricité jusque dans les moindres localités.

Sur 2,500 communes environ que compte la Belgique, 1,100 sont actuellement desservies. Evidemment, dans celles où la population est dense et la vie économique intense, la distribution est rémunératrice. Les régies et les concessionnaires ont obéi à la loi qui fait surgir les initiatives privées là où le besoin est le plus immédiat et le bénéfice certain.

Comment viendra-t-on en aide aux régions déshéritées? Comment fournira-t-on le courant aux cultivateurs dont les fermes sont disséminées dans nos campagnes? et aux artisans et petits industriels répandus dans tout le pays?

Il y a là un double problème de transport et de distribution. Il semble bien difficile de le résoudre sans l'intervention des pouvoirs publics.

L'augmentation de la capacité de production de notre population est cependant le seul moyen efficace de sortir des difficultés de l'heure présente. L'agriculture est en Belgique la principale industrie, il faut l'aider de tout notre pouvoir. Le Gouvernement français se prépare à dépenser près d'un milliard pour mettre l'énergie électrique à la disposition des campagnes. Resterons-nous en arrière?

La Commission ministérielle avait élaboré un second projet de loi auquel le Gouvernement n'a pas cru pouvoir donner son adhésion, du moins son adhésion immédiate. Nous ignorons encore ses intentions à ce sujet. Ce projet de loi portait création d'une Société Nationale d'électricité sur des bases analogues à celles des Sociétés Nationales des chemins de fer vicinaux et des distributions d'eau.

Sur demande des administrations communales, la Société Nationale construit les réseaux locaux avec le concours financier des trois pouvoirs. Elle se charge d'autre part d'amener le courant à haute tension à l'usine de transformation établie dans chaque localité. La commune est propriétaire de son réseau et conserve le droit exclusif de vendre aux particuliers le courant transformé. Elle reste libre de fixer les conditions de cette vente sous le contrôle de l'autorité supérieure.

Il est entendu que, en aucun cas, sauf nécessité absolue, la Société Nationale n'établirait de centrales de production. Son rôle se borne à rechercher les puissances disponibles dans l'industrie privée, et à traiter avec les producteurs, aux fins de mettre à la disposition des communes du courant à bon marché.

Votre Section centrale estime que ce projet de loi ne peut rester dans l'oubli et exprime l'espoir de voir le Gouvernement le déposer à bref délai.

Le champ des études électriques est tellement vaste que, à chaque pas, s'ouvrent devant nous des horizons nouveaux. Il faut cependant nous contenter de signaler l'intérêt puissant que présente l'utilisation de nos forces latentes : forces hydrauliques et marées; l'électrification de nos chemins de fer et de nos canaux; l'établissement de vastes réseaux régionaux ou même d'un réseau national.... C'est dans cette voie que nous trouverons la rénovation du pays!

Le Rapporteur,

FERNAND DE WOUTERS.

Le Président,

EM. TIBBAUT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 APRIL 1924.

Wetsontwerp

omtrent de verdeling van elektrische energie ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2),
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER de WOUTERS d'OPLINTER.

MIJNE HEEREN,

Eene bezorgdheid beheerscht het Parlement, dat de trouwe weergave is van de openbare meening, te weten : 's lands economisch herstel.

Onder de elementen die ons kunnen helpen dit doel te bereiken staat vooraan de elektrische energie. Er is haast bij dat men zich de economische productie er van verzekere volgens de gegevens der hedendaagsche techniek welke, in dezen jongsten tijd, op wonderbare wijze geëvolueerd heeft.

Deze quaestie werd vóór en tijdens den oorlog druk bestudeerd.

Eene Commissie, bestaande uit afgevaardigden der openbare besturen en afgevaardigden der betrokken nijverheidsbedrijven, werd door toedoen van het Ministerie van Economische Zaken, in Juni 1920, tot stand gebracht. Na twee jaren arbeid, heeft zij, in December 1922, aan den Minister van Nijverheid en Arbeid een wetsontwerp kunnen ter hand stellen, dat van de volgende beginselen uitgaat :

Het is van een openbaar nut :

1° eerlang den elektrischen stroom, zoo goedkoop mogelijk, ter beschikking te stellen van ieder Belgisch burger zoowel voor de drijfkracht als voor de verlichting;

2° dadelijk de elektrische centrales toe te laten zich onder elkaar te verbinden voor onderlinge hulpverlening en ook om een betere benutting der machines te verkrijgen.

(1) Wetsontwerp, n° 395 (1922-1923).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit de heeren Lemonnier, Pussemier, Anseele, Van Belle, Piérard, de Wouters d'Oplinter.

Om deze uitslagen te bereiken :

1^o moet de voortbrenging van den goedkoopsten stroom mogelijk gemaakt worden inzonderheid door het terugwinnen van de thans verloren gaande of onbenuttigbare energieën ;

2^o zou het overbrengen en het verhoogen van electrische energie niet meer door fiskale maatregelen moeten bezwaard wezen ;

3^o moet, behalve in bijzondere gevallen, het regime van vrije concurrentie worden ingevoerd, ten minste voor wat de drijfkracht betreft.

Het wetsontwerp dat de Regeering, na lange maanden studie, heeft ingediend, volgt slechts van verre het ontwerp van de ministerieele Commissie. De nieuwe wetgeving is een stap voorwaarts op den weg van den vooruitgang ; maar hoe schuchter nog ! De Middenafdeeling heeft getracht dit te verbeteren en dit is de bestaansreden van de amendementen die ze u heden voorstelt. Zelfs met deze vollediging, beantwoordt de wet niet aan al de behoeften. Er zullen nog andere verbeteringen moeten aangebracht worden. Wij hebben ze in 't kort aangegeven in de besluitselen van dit verslag.

De wonderen, welke de wetenschap op dit gebied heeft verwezenlijkt, stellen bronnen van onmetelijke rijkdommen te onzer beschikking. Eene onderwetsche wetgeving berooft ons van de weldaden der « Electriciteitsfee ».

Hoe is het mogelijk dat België, gelegen op het knooppunt der Natiën, met de dichtste bevolking der aarde, door den overweldigenden platgelopen, achteraan komt om uit de moderne uitvindingen profijt te trekken ?

Hoe is het mogelijk dat het nog gedurende meer dan dertig jaren in Europa een eilandje vormt waar de vooruitgang wordt tegengehouden ?

Onlangs werd door den Volkenbond, te Geneve, de quaestie behandeld van het internationaal overbrengen van den electrischen stroom, en wij twisten nog altijd over plaatselijke belangen, over fiskale of particuliere belangen die, ongetwijfeld onze aandacht verdienen, maar die toch niet tegen het openbaar belang kunnen opwegen.

Uwe Middenafdeeling is van gevoelen dat zulk een toestand niet mag voortduren. Zij heeft dus de elementen van eene zoo noodzakelijke hervorming opgespoord en ook de middelen om dezelve onmiddellijk in toepassing te brengen zonder de verworven rechten te verkorten.

In beginsel, is ieder monopolie een gevaar, een erg gevaar wanneer het een der levensbronnen van onze industriele bedrijvigheid aantast.

Het monopolie mag niet worden aangenomen dan in de enkele bijzondere gevallen waar het een hoofdvereischte wordt voor de industriele voortbrenging van den stroom. Dit is alzoo het geval wanneer het geldt streken met een zwak verbruik te bedienen. De ondernemingsvoorwaarden zijn er vaak zeer kostelijk.

Het monopolie der regies laat aan de gemeenten toe een onrechtstreeksche belasting te heffen, welke op de verbruikers drukt. Wanneer zij alleen wordt toegepast op de levering van den stroom voor de *verlichting*, treft zij vooral de weelde en het confort der particulieren, en den groothandel. De nijverheid wordt slechts in geringe mate belast. Men dient zich echter te hoeden voor eene overdreven fiskaliteit.

Daar zijn er die meenen dat de verkoop der *drijfkracht* vrij moet zijn van alle banden en van alle belasting, om zoo veel mogelijk het spel der concurrentie te bevoordeelen met de vrije overbrenging en den vrijen verkoop van den electrischen stroom te verzekeren.

Aan het hoofd van deze belangen staat de bloei van onze grootindustrie die een machtige factor is voor de heropbeuring van het land.

Onze groote metaalfabrieken, onze hoogovens, onze cokeovens, en ook onze steenkolenmijnen beschikken, inderdaad, over aanzienlijke bronnen van energie welke op onvoldoende wijze benuttigd worden. Onder het beheer van de bestaande enge wetgeving, wordt er geen winstgevend gebruik gevonden voor den stroom die in zulke economische voorwaarden zou kunnen voortgebracht worden. Deze eenvoudige bevinding volstaat om het regime te veroordeelen.

Het redmiddel ligt voor de hand : de *onderlinge verbinding der centrales*, die als eerste gevolg heeft : de verlaging van den kostenden prijs van onze fabrikaten, een vereischte voor ons welslagen in den commercieelen strijd op de wereldmarkten.

Welnu, de groepeeringsen voor onderlinge verbinding zijn in de huidige omstandigheden practisch onuitvoerbaar.

In het bekken van Charleroi en in dat van Bergen ontmoeten de bestudeerde ontwerpen zulke hinderpalen dat de betrokken industrieelen op het punt staan er van af te zien. Men mag verhoppen dat het aannemen der wet het zal toelaten de studiën te hernemen die voor 't oogenblik worden daargelaten.

In het Luikerbekken, kon de *Union des Centrales électriques* tot stand komen ondanks de hinderpalen door de wetgeving en het bestuur opgeworpen, en dit alleenlijk dank zij de welwillende medewerking van de *Compagnie du Chemin de fer Nord-Belge* die machtiging heeft verleend om op haar eigen gebied electrische lijnen in onderlinge verbinding aan te leggen. Het valt te betreuren dat de Belgische Staat zich herhaaldelijk min edelmoedig en min klaarziende heeft getoond.

De in het Luikerbekken verwezenlijkte onderlinge verbinding is een bewonderenswaardig voorbeeld van de ingenieurskunst. Zij strekt ter eere aan diegenen welke dezelve hebben opgevat en uitgevoerd. De aanzienlijke bezuinigingen welke, sinds het begin, werden bekomen kunnen een begrip geven van de voordeelen welke de uitbreiding van dit stelsel tot al onze industriele bekkens zou kunnen opleveren (1).

(1) **Gegevens betreffende de « Union des Centrales Electriques »,
Samenwerkende Vennootschap, te Luik.**

A. Vennooten :

1. Société anonyme des Tubes de la Meuse,
2. Société anonyme d'Espérance Longdoz,
3. Société anonyme John Cockerill,
4. Société anonyme des Aciéries d'Angleur,
5. Société anonyme d'Athus Grivegnée,
6. Société anonyme d'Ougrée Marihaye,
7. Charbonnage d'Ougrée Marihaye,
8. Société anonyme La Vieille Montagne,
9. Charbonnage de Basse-Rensy,

Onderlinge verbinding en terugwinning : dit wil zeggen toepassing op onze nijverheid van [de laatste uitvindingen der moderne wetenschap, daar ligt de knoop van het vraagstuk, het hoofdpunt dat door de wet moet geregeld worden.

Meer dan de anderen, moet de Belgische industrieel zich wapenen voor den vredevollen strijd van den internationalen handel, want meer dan wie ook is hij door de economische ontreddeering getroffen.

De stijging van de levensduurte, de stelselmatige vernielingen door den vijand uitgevoerd, hebben hem den dubbel bevoorrechtten toestand doen verliezen die vóór den oorlog de lage prijs van de levensmiddelen en zijn uitmuntende uitrusting hem hadden verworven.

De gemiddelde en de kleine industrie, de vaklui, hebben eveneens een dringende behoefte aan electrische energie die zij zelf niet kunnen voortbrengen aan een winstgevend prijs.

De landbouwer heeft armen tekort, het is een afgezaagd deuntje, doch waarvan de waarheid nooit zoo nijpend werd gevoeld als thans.

Eindelijk, het huishoudelijk gebruik van de electriciteit is zoo veelvoudig geworden dat het welzijn van de nederigste gezinnen hier op het spel staat.

Al de Belgische burgers, van de hoogste tot de laagste sport der maatschappelijke ladder, grootnijveraars, middenstand, werklieden of eenvoudige particulieren, hebben er dus rechtstreeks belang bij dat het vraagstuk spoedig worde opgelost.

Het is eene openbare noodzakelijkheid !

Dienvolgens moet het algemeen belang den voorrang krijgen, en het aanleggen van electrische lijnen tot overbrengen van den stroom mag niet meer hinderpalen ontmoeten dan het bouwen van de spoorlijnen, van de kanalen, of het bouwen van de telegraaf- en telefoonlijnen.

De oplossing zou niet moeilijk zijn wanneer we van voren af aan moesten beginnen, wanneer we stonden voor een nieuw werk, uit te voeren voor een wetenschappelijk vastgesteld en alles omvattend plan.

Dit is echter niet het geval. Het vraagstuk werd tot dusverre slechts stuks-gewijze aangevat. In sommige agglomeraties, waar de exploitatie van eene electriciteitsfabriek gemakkelijk is, en verzekerd van zijn winst, werden concessies verleend aan de private nijverheid, en een tamelijk groot getal gemeenteregies werden opgericht (1).

10. Charbonnage de Wériste,

11. Charbonnage de l'Est de Liège.

B. *Gezamenlijke kracht in de centrales der vennooten tot stand gebracht* = 81,250 kw

C. *Gezamenlijke energie jaarlijks door deze centrales voortgebracht* = 250,000,000 kw. u.

D. *Gemiddelde kracht onder vennooten uitgewisseld* = 6,500 kw. Deze kracht is gestegen tot 10,500 kw.

E. *Energie onder vennooten uitgewisseld* = 39,000,000 kw. per jaar.

F. *Kolenbezuin-ging wegens de groepeer-ing verwezenlijkt*. Per jaar 54,000 kw.

G. *Aantal tegemoetkomingen voor hulpverleening* = ongeveer 500 maal per jaar.

(1) Statistiek van de voortbrengst en de electrische energieverdeeling in België.

A. *Electrische nijverheidscentrales*. — Geheele kracht van de centrales in 1922 : ongeveer 560,000 kw.

De werking is daardoor verspreid en levert het bezwaar op al het voordeel te doen verliezen die de samenordening van de inspanning en de voortbrengst in 't groot van de energie kan opleveren. Een ander nadeel van dit onwetenschappelijk stelsel is, dat de meest afgelegen gewesten en deze met de minst dichte bevolking geheel ter zijde gelaten werden.

Thans zijn ongeveer 1,100 gemeenten, de volkrijkste van het land, in concessie gegeven. In 95 gemeenten ongeveer wordt de electriciteit in regie uitgebaat.

Deze verworven rechten moeten voorzeker geëerbiedigd worden. Het is zeer begrijpelijk dat de concessiehouders niet den prijs van hun werk willen verliezen.

De gemeentebesturen vreezen dat hun de groote inkomsten, die de verkoop van den electrischen stroom in regie hun opbrengt, zullen ontgaan. Hun financiële toestand verdient zeker onze belangstelling, maar het openbaar welzijn staat op het spel, en is kwalijk overeen te brengen met het absolute karakter van de rechten waarop deze verschillende instellingen staan.

Het vraagstuk was dubbel :

1° Regeling van de rechten van de concessiehouders en van de regies, *die nog zullen worden gevestigd na de afkondiging van deze wet*, om in de toekomst de economische productie en de verspreiding van den electrischen stroom te verzekeren, de terugwinning van de verloren kracht, en de onderlinge verbinding der centrales. Dit ligt in het wetsontwerp door de Regeering ingediend.

2° De *onmiddellijke* toepassing verzekeren van het nieuwe stelsel, *zelfs in de gebieden die thans in regie worden uitgebaat of in concessie zijn gegeven*, en in eenige bepaalde gevallen, op strikte wijze, waar het openbaar belang niet kan betwijfeld worden. De Regeering is teruggedeinsd voor de oplossing van dit zoo uiterst kiesche en voor het land evenwel zoo essentiële vraagstuk. Uwe Middenafdeeling meende zich niet zonder voorbehoud te kunnen aansluiten aan het beginsel van eene wet die gedurende dertig en meer jaren elken vooruitgang zou belemmeren. De vertegenwoordigers van de concessiehouders en van de regies erkennen ten andere de gegrondheid van dit beginsel en de bespreking gaat alleen nog over de vraagstukken betreffende soort- en hoegrootheid.

Geheele energie voortgebracht door deze centrales in 1922 : ongeveer 2,000,000,000 kw.-u.

B. *Centrales van publieke energieverdeeling.* — Geheele kracht van deze centrales in 1922 : ongeveer 300,000 kw.

Geheele energie voortgebracht door deze centrales in 1922 : 358,000,000 kw.-u.

C. *Concessies en regies in België einde 1921 :*

a) Geheele oppervlakte van de gemeenten in concessie gegeven aan maatschappijen van publieke verdeling in België.	km ²	6,559.00
b) Geheele oppervlakte van de gemeenten in concessie gegeven aan particuliere nijveraars voor dewelke de verdeling van bijkomenden aard is.	km ²	1,191.94
c) Geheele oppervlakte van de gemeenten door regies bediend		721.92
d) Geheele oppervlakte van de gemeenten in concessie gegeven of in regie uitgebaat, km ²		8,572.86
e) Geheele oppervlakte van de niet in concessie gegeven en niet in regies uitgebaat, km ²		20,883.14
Geheele oppervlakte van België.	km ²	29,456.00
f) Geheel getal der in concessie gegeven gemeenten		1,106
g) Geheel getal der in regie uitgebate gemeenten.		95

De geannexeerde gewesten zijn hier niet bij begrepen.

Ten einde mogelijk misverstand tijdens de behandeling te weren, is het niet overbodig nogmaals op dit punt van hoofdzakelijk belang te drukken : gansch het ontwerp heeft slechts bindende kracht voor de toekomst. De rechten der concessiën blijven onverminderd tot wanneer de overeenkomsten vervallen — evenals de rechten der Staatsbeheeren gedurende den termijn in het eerste artikel bepaald.

Concessiën en Staatsbeheeren blijven, evenals vroeger, het monopolie dat zij op hun grondgebied bezitten, uitoefenen.

Enkel artikel 28^{ter}, dat bij wijze van amendement door de Middenafdeeling werd ingevoerd, maakt inbreuk op sommige verworven rechten. Gansch België wordt voor den vooruitgang toegankelijk gemaakt.

Zooals wij hooger zagen, was deze beperking noodzakelijk wegens openbaar nut. De gevallen waarin zij mogelijk is, zijn trouwens zeldzaam en klaar omschreven; zij moeten duidelijk gebillijkt worden.

Wij meenen hier den brief te moeten overnemen, welken de Minister van Nijverheid en Arbeid als antwoord gaf op de vragen door uwe Middenafdeeling gesteld.

Door dezen brief wordt de beteekenis van sommige artikelen van het wetsontwerp duidelijker gemaakt. Inzonderheid wordt er gewezen op de rechten welke de Regeering zich wil voorbehouden alsmede op de wijze waarop zij deze wensch uit te oefenen.

Brussel, 30 Januari 1924.

MIJNHEER DE VERSLAGGEVER,

« De vragen welke gij mij, bij schrijven van 10 December, hebt gesteld, werden grondig onderzocht door het Departement van Openbare Werken evenals door mijn Departement.

» Om daarop te antwoorden moet men de vereischten te rade gaan, welke tot-nogtoe tot grondslag werden gelegd aan de concessiën.

» Immers van deze vereischten hangt de uitgestrektheid der verworven rechten af, welke door de artikelen 1 en 10 van het ontwerp aan de concessiehouders worden voorbehouden.

» De gemeenten verleencon concessiën die zich uitstrekken over gansch hun grondgebied of een gedeelte daarvan, zonder onderscheid te maken tusschen de door den concessiehouder te gebruiken wegen, groote of kleine.

» Doch het recht, door de gemeente aan den concessiehouder verleend om te verbieden dat electrische lijnen, tot het overbrengen of het verdeelen der electrische energie bestemd, op of onder de openbare wegen worden aangelegd, werd nooit door den Staat erkend wanneer het zijn eigen domein betrof.

» Steeds heeft de Staat zich het recht voorbehouden, de machtiging te verleencon tot het gebruik van de groote openbare wegen.

» Aan den bezitter van dergelijke machtiging zou de Staat geene concessie verleencon.

» Er heeft dus nooit eene concessie op de groote openbare wegen bestaan.

» In rechte kon de concessiehouder zich dus niet verzetten tegen het feit dat

andere energie-verdeelers of -overbrengers eene machtiging bezaten om zich op Staatsdomein te vestigen.

» Feitelijk heeft de Staat daartoe machtigingen verleend.

» Het nieuw ontwerp bevat voor den Staat een afstand van zijn recht om op zijn domein, in de vroeger geconcedeerde zones, machtigingen te verleenen aan anderen dan aan de concessiehouders, behoudens de gevallen voorzien in artikel 10 van het wetsontwerp.

» Op deze beschouwingen steunen de antwoorden op de vragen A, B en C welke gij mij hebt gesteld.

» VRAAG A. — Kunnen in de geconcedeerde gemeenten en tot het verstrijken der van kracht zijnde concessies, de toelatingen voor de wegen niet worden verleend op de onaanzienlijke wegen enkel in zoo verre dat de rechten en verplichtingen der concessiën er geen hinder aan stellen ?

» ANTWOORD. — In de geconcedeerde gemeenten en tot het verstrijken der van kracht zijnde concessiën kan geene toelating voor de onaanzienlijke wegen worden verleend, wanneer de bepalingen van de door de gemeente verleende concessie-akte zich daartegen verzetten, tenzij de beteekenis van de bepaling in strijd weze met de openbare orde, hetgeen het geval wezen zou, indien men de bepaling wilde toepassen op lijnen die enkel dienen moeten tot het overbrengen der electrische energie, zonder bedeeïing noch verkoop binnen de palen van het geconcedeerde grondgebied.

» VRAAG B. — Zal in de geconcedeerde gemeenten de bestaande regeling voor de groote openbare wegen gehandhaafd worden; zullen toelatingen voor het gebruik der groote wegen, voor gelijk welke kracht, tot het verstrijken der loopende concessies kunnen verleend worden ?

» ANTWOORD. — In de geconcedeerde gemeenten zullen de toelatingen verleend door den Staat voor het gebruik der groote wegen, zoowel aan den concessionaris als aan gelijk welke onderneming, gehandhaafd worden.

« Tot zoolang deze concessies duren, zullen geene nieuwe toelatingen op de groote wegen meer verleend worden aan andere ondernemingen dan die van den concessionaris, behoudens in de gevallen voorzien bij artikel 10 van het ontwerp en, namelijk, om de inrichtingen te voeden, die leveringen van categorie B vorderen, te weten : boven de uiterste grens.

» VRAAG C. — Zal het uitbreiden tot de groote wegen van eene concessie van kleine wegen deze laatste doen vervallen en zal geheel het grondgebied der geconcedeerde gemeenten dienvolgens onder het nieuwe regiem komen te staan ?

» ANTWOORD. — Zooals blijkt uit den aanhef, bestaat er geene concessie van kleine, noch van groote wegen.

» Feitelijk, zal de concessie — die geheel het gemeentegebied omvatte, doch begrensd was in zijn uitwerking voor wat betreft de groote wegen om reden van het vermogen dat de Staat bezit om daarop electrische lijnen door derden te laten aanleggen, — die beperking zien verdwijnen.

« Inderdaad, daar de Staat geen toelatingen meer verleent op zijne eigene wegen, zoo zal het voorrecht van uitsluiting ten bate van den concessiehouder dat, vóór het aannemen der wet zich alleen uitstreckte tot het benuttigen der gemeen-

tewegen, zich ook tot de groote wegen uitstrekken; doch op deze zal het monopolie niet volstrekt zijn, aangezien toelatingen voor de wegen zullen kunnen verleend worden in de gevallen voorzien bij artikel 10 van het ontwerp ».

« Wat betreft de vraag over het bepaalde in artikel 2, zijn de afgevaardigden van de verschillende departementen in den schoot van de Electriciteitscommissie tot overeenstemming gekomen op de navolgende formule dewelke steunt op het bepaalde in artikel 3 der wet van 20 Mei 1898 betreffende de telefonen :

» De uitvoering, door eene der administraties van den Staat, van de provincie, van de gemeente of door eene daarmee overeenstemmende regie van de werken noodig voor de aanlegging of de exploitatie van eene electrische lijn op de wegen die behooren aan eene andere autoriteit dan deze waarvan genoemde administratie afhangt, is afhankelijk gesteld van de voorafgaande instemming van de autoriteit waaraan zij het domein ontleent. Te dien einde moet de betrokken administratie aan deze het uit te voeren ontwerp onderwerpen door het toezenden van de verklarende plans en notas en door haar van deze toezending per aangeteekenden brief op de hoogte te stellen. Er is presumptie van instemming wanneer, binnen dertig dagen, het ontwerp geene aanmerkingen heeft uitgelokt. Is er geene instemming, dan wordt er uitspraak gedaan bij Koninklijk besluit, genomen op voorstel van den Minister van Binnenlandsche Zaken, na het Bestendig Comité, ingesteld krachtens artikel 28 vooraf te hebben gehoord. In elk geval, de installaties door de Openbare Besturen of de regies op te richten, moeten voldoen aan de algemeene voorwaarden voorgeschreven door de Reglementen van Openbaar Beheer opge maakt in uitvoering van de onderhavige wet.

» De tekst heeft zelfs bestaan in een van de voorontwerpen vroeger door de Electriciteitscommissie aangenomen, en het is enkel om het ontwerp minder zwaar te maken dat deze bepaling werd uitgeschakeld samen met vele andere, met dien verstande dat niets zou beletten ze later opnieuw op te nemen in de voorziene organieke regeling als moettende het voorwerp uitmaken van een Koninklijk besluit.

» Ik bied U, Mijnheer de Volksvertegenwoordiger, de betuiging mijner hoogachting.

» *De Minister,*

» R. MOYERSOEN ».

De hoofdzakelijke bepalingen die in deze wet worden neergelegd kunnen in drie reeksen verdeeld worden :

1^o De bepalingen van de artikelen 2 tot 12 inclus regelen ;

a) de bijzondere rechten in de toekomst van den Staat, aan de provinciën en aan de gemeenten toegekend;

b) het wettelijk stelsel, waaraan elk nieuw contract van concessie na de afkondiging van de wet zal onderworpen wezen;

c) het wettelijk stelsel waaraan de nieuwe regies, evenals de thans bestaande regies, zullen onderworpen zijn, laatstgenoemde na het verstrijken van den termijn bepaald in het eerste artikel.

2^o De bepalingen van de artikelen 13 tot 26 inclusief regelen de voorwaarden onder dewelke de rechten, vastgesteld in de eerste twaalf artikelen van het ontwerp, kunnen uitgeoefend worden, en de contrôle waaraan zij zijn onderworpen.

3^o De bepalingen van de artikelen 28 tot 30 inclusief regelen de verworven rechten of regelen de uitzonderlijke gevallen voorzien in het eerste artikel, in de gebieden waar verworven rechten bestaan op het oogenblik van de afkondiging der wet.

Na het ontstaan van het wetsontwerp te hebben geschetst en in de groote lijnen de beginselen te hebben uiteengezet waarop het steunt, meenen wij onmiddellijk te moeten overgaan tot het onderzoek van de artikelen. Dit is naar onze meening het eenige middel om met orde en regelmaat een zoo ingewikkeld ontwerp aan te vatten. Enkele artikelen zouden eene uitvoerige uiteenzetting noodzakelijk maken. Ik bedoel onder meer artikel 10 dat, met artikel 28^{ter}, het belangrijkste van de wet is.

Dit onderzoek zal ons de gelegenheid schenken bij elk artikel, dat door de Middenafdeeling werd gewijzigd, door deze voorgestelde wijzigingen te verklaren.

EERSTE ARTIKEL.

Toen het ontwerp werd aangekondigd vreesde men ten onrechte in sommige middens dat het al te sterk zou ingrijpen op de verworven rechten. Om die onrust te verdrijven en bovendien hare eigen rechten te bepalen, heeft de Regeering het nuttig geoordeeld eene uitdrukkelijke verklaring af te leggen die, in het eerste artikel, het inzicht van den uitgever duidelijk in 't licht stelt. Het eerste artikel van het Regeeringsontwerp gaat niet verder.

De Middenafdeeling stelt bij dit artikel twee belangrijke amendementen voor :

1^o Met aan het slot van de eerste paragraaf de woorden : « *Behoudens de bij artikel 28^{ter} voorziene uitzonderingen* », bij te voegen, verzoekt zij de Kamer in den aanhef van de wet de onmiddellijke toepassing in heel het land neer te schrijven van sommige duidelijk omschreven bepalingen. Het geldt eene eenvoudige beginselverklaring. Het is onmogelijk in bijzonderheden te treden van af het eerste artikel. Artikel 28^{ter} wordt beheerscht door de beslissingen die zullen getroffen worden in den loop van de bespreking.

Bovendien zou het zeer natuurlijk zijn dat de Kamer de stemming over dit amendement verschoof tot bij het einde van de bespreking. Alleen deze bespreking kan de juiste beteekenis van artikel 28^{ter} doen uitschijnen ; wij kunnen aan de Kamer moeilijk vragen aan 't kind een naam te geven alvorens het gedoopt is.

2^o Paragraaf 2, die als nieuwe paragraaf door de Middenafdeeling wordt voorgesteld, is eveneens zeer belangrijk.

Zij heeft hoofdzakelijk voor doel den termijn, gedurende welken de thans bestaande regies hun absoluut monopolium behouden, te brengen op 30 jaar, behoudens de bepalingen van artikel 28^{ter} die er onmiddellijk zullen op toegepast worden.

Artikel 29 van het Regeeringsontwerp bepaalde dien termijn op slechts tien jaar. De vertegenwoordigers van de regies brachten in 't midden dat het niet billijk zou zijn een zoo korten termijn aan de regies te verleenen.

Velen van hen hebben nog onlangs aanzienlijke kapitalen besteed voor nieuwe inrichtingen, en die sommen moeten normaal afgelost worden.

De bestaande vergunningen hebben een gemiddelden duur p. m. dertig jaar. De regies zouden dus op denzelfden voet geplaatst worden.

Uwe Middenafdeeling heeft zich daarbij aangesloten. Eenige leden meenden nochtans dat de termijn van dertig jaar zeer lang was.

Billijkheidshalve zou er voor iedere regie een verschillende termijn moeten vastgesteld worden, volgens de financiële uitgaven die er voor elk werden bewilligd.

Dit stelsel ware ingewikkeld geweest; daarenboven hadde men aan de Regearing de zorg moeten overlaten de onderscheidene termijnen bij Koninklijk besluit vast te stellen.

De meerderheid van de Middenafdeeling was van gevoelen dat het door het amendement voorgestelde stelsel, hoewel een weinig te radikaal, gemakkelijk kon toegepast worden en niet onderhevig was aan willekeur.

Anderdeels, scheen deze bepaling meer op hare plaats te zijn bij het eerste artikel. Inderdaad, zij heeft betrekking op een recht wiens erkenning een levenszaak uitmaakt voor sommige categorieën; hare aanneming is van aard om op ernstige wijze invloed te oefenen op de stemmen van die onder u, welke die bijzondere belangen nauw ter harte nemen.

ART. 2.

1^o In dit artikel staan vooreerst vermeld de rechten van den Staat, der provinciën en der gemeenten inzake de toelating op de wegen, zooals die rechten thans bestaan.

2^o De bepaling waarbij het aan de openbare machten toegelaten is geleidingen van electrische energie te plaatsen zelfs buiten hun onderscheidenlijk gebied is nieuw. Het is eene wederzijdsche vergunning die de verschillende openbare machten elkander verleenen. Zij kan vele administratieve belemmeringen doen wegvallen, en verzekert de vrije uitoefening van de rechten in dit artikel nogmaals bekrachtigd.

Deze bepaling kan tot geene misbruiken leiden; de toepassing is inderdaad geregeld door verscheidene artikelen van de wet, namelijk door artikel 21 § 4.

Men zal te dien aanzien met vrucht het slot lezen van den brief van den Minister van Nijverheid en Arbeid, d. d. 30 Januari 1924, en hooger aangehaald.

ART. 3.

Met het huidige stelsel bestaat er geene enkele beperking aan het recht van de regies en van de concessiehouders. Op een bepaald grondgebied kan hun monopolie een karakter van uitsluiting aannemen.

Om de hooger aangehaalde redenen, is het noodig dit stelsel eenigszins te beperken.

In feite geldt het hier het overeenbrengen van twee belangen die op het eerste gezicht met elkaar in strijd schijnen.

Eenerzijds: aanzetten tot het terugwinnen van de verloren krachten in de

grootnijverheid, dezer gebruik mogelijk maken door de onderlinge verbinding der fabrieken, en aan de groote verbruikers toelaten aan den laagsten prijs electrischen stroom te krijgen.

Anderzijd : het vestigen van nieuwe regies of nieuwe vergunningen niet belemmeren. Om vele redenen, kan dit volstrekt noodig zijn.

De oplossing werd gevonden in eene gelukkige formule die de eenparige goedkeuring wegdroeg van uwe Middenafdeeling.

In de toekomst, zooals in het verleden, zal dus de levering van kleine en gemiddelde energie een monopolie kunnen vormen, ten voordeele hetzij van de regies, hetzij van de vergunningen door de gemeentebesturen toegestaan. De rechten van deze laatste worden dus uitgebreid vermits het wetsontwerp in uitdrukkelijke termen de vereenigingen van gemeenten, voor dit doel, toelaat, binnen de grenzen van de wet van 1 Maart 1922.

De verbruiker, daarentegen, wiens instellingen eene groote electrische kracht eischen, ontsnapt aan alle monopolie. Voor hem blijft alleen het beginsel van de vrije mededinging bestaan. Geheel onafhankelijk kan hij zich richten tot den voortbrenger die hem de meeste voordeelen biedt, hetzij onder opzicht van prijs, hetzij onder opzicht van eene regelmatige levering. Om zijn klant te bereiken heeft de leverancier, door den klant gekozen, het recht eene toelating van het wegengebruik te bekomen aan de gewone voorwaarden door de wet bepaald, zonder dat men het monopolie van de regie of van een concessiehouders hem tegenover kan stellen.

Op die wijze laat men door heel het land onze groote electrische voortbrengst zich ontwikkelen, zonder dat men het bestaan van de concessies en de regies in gevaar brengt.

Er is hier bovendien geen sprake van een supermonopolie aan de groote nijverheid te verleenen, maar enkel de voortbrengers, zooals wij het meermaals zegden, tegenover dezelfde wet van vraag en aanbod te plaatsen.

Het beginsel van de indeeling der verbruikers in twee categorieën wordt ten andere niet meer bestreden.

Hetzelfde geldt echter niet voor de hoeveelheid electrische kracht boven dewelke het monopolie niet meer toegelaten is.

De Regeering stelde voor 400 kilowatt; dit cijfer had het groote voordeel meer het beginsel nabij te komen dat wij reeds hebben gesteld : toepassing van het monopolie alleen op de verlichting, zonder de drijfkracht er aan te onderwerpen.

Uwe Middenafdeeling oordeelde het haren plicht daarover het advies in te winnen van de vertegenwoordigers der regies en der vergunninghouders evenals de vertegenwoordigers van onze grootnijverheid en van de groepeerings van Luik. Met inachtneming van de voorgebrachte argumenten, heeft de Middenafdeeling het cijfer van 1,000 kw. aangenomen. Dit is een overgangscijfer en kan door alle belanghebbenden aangenomen worden.

De bepaling van artikel 5 § 4, waarbij het heffen van eene taxe op de leveringen van de categorie B toegelaten wordt, is, anderzijds, zeer voordelig voor de gemeenten.

De drie amendementen welke de Middenafdeeling u vraagt goed te keuren, en

die niet alle drie even belangrijk zijn, zijn de uitkomst van het grondig onderzoek dat zij over de kwestie heeft ingesteld.

1° Het eerste brengt de grens van de kracht tusschen de twee categorieën op 1,000 kw.

De Regeering meende dat de grens van 400 kw. voldoende was.

De meerderheid der leden van de Middenafdeeling was niet van dit gevoelen.

Om de Kamer over de beteekenis van dit amendement te laten oordeelen, is het nuttig hier eenige cijfers aan te halen.

Uit onderstaande tabel, opgemaakt door het Bestuur van den Mijndienst, blijkt dat, op 4,743 industriele inrichtingen die thans met stoom-drijfkracht werken (daargelaten de bijzondere electriciteitsfabrieken), er zijn :

3,798	waarvan het vermogen beneden	100 kw. staat ;
403	—	gaat tusschen 100 en 199 ;
235	—	— 200 en 399 ;
234	—	— 400 en 1,999 ;
73	—	boven 2,000 kw. staat.

2° In § 2 van artikel 3 werd het woord « voornamelijk » vervangen door « 85 t. h. » m. a. w. de cliënten van de categorie B kunnen 15 t. h. van het verbruik aanwenden tot de verlichting van hunne fabriek.

Uwe Commissie beschouwde dit cijfer als meer objectief; het komt trouwens overeen met de behoeften van de verlichting in tal van bedrijven.

3° Men heeft gemeend te moeten bepalen, dat, om het cijfer van 1,000 kilowatt als uiterste grens vast te stellen, elke groepeerings van verbruikers verboden was.

Door middel van deigelijke groepeerings zou het mogelijk geweest zijn de wet te ontduiken, ook worden zij verboden door den geest der wet zelf.

Doch klaarblijkend is het beter ze uitdrukkelijk te verbieden.

ARTIKEL 4.

Dit artikel geeft slechts aanleiding tot een amendement van louter vorm. Niettemin kan men doen opmerken, dat de in het artikel gehuldigde rechten enkel binnen de grenzen der wet mogen uitgeoefend worden, en namelijk mits inachtneming van de artikelen 1, 28bis en 29.

ART. 5.

In de eerste twee paragrafen van dit artikel wordt enkel een bestaande recht vastgesteld. Geene wijziging hoegenaamd wordt gebracht in het recht van toezicht en van contrôle, dat aan den Staat wegens de organieke wetten toekomt.

De derde paragraaf wijst op de noodzakelijkheid, dat de uitoefening van dit recht afhankelijk worde gesteld van de bepalingen dezer wet.

De vierde paragraaf verleent eene vergoeding aan de regies voor het nadeel dat zij zouden kunnen lijden wegens toepassing van artikel 3.

De Middenafdeeling heeft het beginsel der retributie, door de Regeering voorgesteld, aangenomen. Echter was zij van gevoelen, dat de verscheidenheid in de

retributie, volgens het de drijfkracht of de bij gelegenheid geleverde verlichting geldt, aanleiding geven zou tot moeilijkheden bij het innen.

Een onveranderd cijfer van 5 t. h. werd bij de meerderheid van stemmen aangenomen. Met het oog op de bevordering der gemeente-financiën hebben sommige leden een hooger bedrag voorgesteld. Daarentegen werd het beginsel zelf van deze heffing bestreden door eenige leden die tegen alle belasting van de drijfkracht gekant zijn.

ART. 6.

Dit artikel erkent uitdrukkelijk het vereenigingsrecht der gemeenten. Het amendement van de Middenafdeeling betreft enkel den vorm.

ART. 7.

Bij artikel 7, door de Regeering voorgesteld, worden de *technische voorwaarden en de handelsvoorwaarden* der regie alsmede het bedrag der retributie voorzien bij artikel 5, aan de controle der Bestendige Deputatie en aan 's Konings goedkeuring onderworpen.

1° *Technische voorwaarden.* — Luidens het wetsontwerp worden deze aan het advies der Bestendige Deputatie en aan 's Konings goedkeuring onderworpen.

Tijdens de bespreking in de Middenafdeeling hebben sommige leden de meening uitgedrukt dat deze bepaling te streng was, en daardoor de aanzienlijke gemeenten aan een onbillijk toezicht waren onderworpen, dat soms wel tot nutteloze plagerij kon overslaan.

Om dit bezwaar te weren, heeft uwe Middenafdeeling voorgesteld in de eerste paragraaf het woord « algemeene » technische voorwaarden te lasseschen. Immers, naar de meening der Regeering, wordt de goedkeuring der hooge overheid eens en voorgoed gegeven en wordt door middel van een bijzonder Koninklijk besluit slechts dan hernieuwd, wanneer aanzienlijke wijzigingen of niet voorziene uitbreidingen worden aangebracht.

Ondanks deze nadere omschrijving, heeft de Middenafdeeling gemeend u te mogen voorstellen, aan dit toezicht de gemeenten te onttrekken, die over een geregelde technischen dienst beschikken, hetgeen over het algemeen het geval is in de gemeenten van bepaalde aanzienlijkheid.

De Middenafdeeling heeft zich afgevraagd of de ontslaging van dit toezicht enkel moest worden verleend aan de gemeenten met meer dan 20,000 inwoners; ofwel ook aan de gemeenten met meer dan 5,000 inwoners.

Met de meerderheid van stemmen werd dit laatste voorstel goedgekeurd, daar het meer met onze wetgeving scheen overeen te komen, dat dit soort gemeenten aan de bevoegdheid der arrondissementscommissarissen onttrekt. Men vreesde insgelijks een hinder te stellen aan den ondernemingsgeest van sommige industriele gemeenten die belang hebben bij eene spoedig ingerichte toerusting.

Daarentegen hebben tal van leden der Middenafdeeling de vrees uitgedrukt en koesteren die nog, dat de belangen dezer gemeenten gevaar mochten lijden. De besturen der onaanzienlijke gemeenten zijn in meest al de gevallen verplicht als eenig technicus aan te nemen den ingenieur van de onderneming die belast is met het aanleggen en het in bedrijf nemen der inrichtingen. Dienvolgens staan

deze gemeenten zwak tegenover die ondernemingen waarvan de belangen soms in verzet komen met de hunne.

Het ontslaan van alle technisch, zelfs beperkt ,toezicht voor de gemeenten boven 20,000 inwoners is overigens niet zonder bezwaar. Men mag inderdaad den dag tegemoet zien, dat de aanzienlijke electriciteits-voorbrengrst en dezer uitbreiding in zooverre zullen vooruitgaan en wel in zoo verre dat de dienst der electriciteit het beheer zal hebben over zeer uitgestrekte in onderling verband gebrachte netten. Het is dus noodig, dat de nieuwe inrichtingen zelfs die der groote steden, aan *algemeene* technische voorwaarden beantwoorden, die met deze vooruitzichten niet in verzet komen.

Sommige leden van de Middenafdeeling hebben om die reden geoordeeld dat elke vrijstelling van contrôle aan de gemeenten verleend betreurenswaardig was, des te meer daar de inlassching van het woord « algemeene » in de eerste paragraaf de vrees van de steden moest doen bedaren, betreffende eene wederrechtelijke inneming van het hoofdbestuur.

2^o *Handelsvereischen*.— Het Regeeringsontwerp zou aan de goedkeuring van de Bestendige Deputatie het maximum-tarief onderwerpen, dat de Regie mag toepassen op de leveringen van categorie A (verlichting).

Bij meerderheid van stemmen, stelt uwe Middenafdeeling voor die bepaling te doen wegvallen. Wordt dit amendement aangenomen, dan zal het aan de gemeenten mogelijk zijn de levering van den stroom voor de verlichting tot grondslag te doen dienen voor eene onrechtstreeksche belasting, zonder andere beperkingen dan die welke uit de organieke wetten voortvloeien.

3^o Beloop der retributie opgelegd aan de leveraars van categorie B.

Het recht op deze retributie wordt vastgesteld ten bate der gemeentebesturen door de slotparagraaf van artikel 5.

Krachtens de nieuwe bepalingen van artikel 7, wordt het beloop van deze retributie aan het advies van de Bestendige Deputatie onderworpen. Een lid der Middenafdeeling deed opmerken dat de tot deze grens beperkte contrôle der hooge overheid wel onzeker was en, daarenboven, kon aanleiding geven tot geschillen met onderscheidene overheden.

Inderdaad, indien het Gemeentebestuur geen rekening houdt met het advies der Bestendige Deputatie, behoudt deze toch, in zekere gevallen, het recht van de gemeentebegrooiting niet goed te keuren. Het ware misschien beter geweest het woord « advies » te vervangen door het woord « goedkeuring ».

De meerderheid van de Middenafdeeling heeft den voorgestelden tekst goedgekeurd.

De amendementen, in de laatste vier paragrafen van artikel 7 ingelascht, bevestigen deze onderscheidene beslissingen en zijn er, overigens slechts voor den vorm.

ART. 8.

Dit artikel erkent eens te meer aan de gemeenten en aan de vereenigingen van gemeenten het recht van concessies te verleenen op hun grondgebied.

Het bepaalt de vereischen om dit recht te kunnen uitoefenen. De u door de Middenafdeeling voorgestelde amendementen hebben voor doel artikel 8 te doen

overeenstemmen met de onderscheidene wijzigingen der wet welke wij de eer hebben aan uwe goedkeuring te onderwerpen.

Art. 9.

Dit artikel schijnt geen commentaar te behoeven.

Het is echter niet onnoodig aan te stippen dat de vereischten voor het toekennen eener toelating om gebruik te maken van de wegen, evenzeer van commercieelen als van technischen aard kunnen zijn. Men raadplege daaromtrent de Memorie van Toelichting.

Art. 10.

Het lijdt geen twijfel, dat dit artikel een der voornaamste is van de wet.

Het beperkt het volstrekt monopolie der toekomstige Staatsbedrijven en concessionnarissen omtrent onderscheidene punten die wij achtereenvolgens willen onderzoeken.

Toelatingen voor de wegen kunnen verleend worden aan derden voor electrische geleidingen, zelfs op de grondgebieden waarop eene exploitatie in regie in vergunning bestaat, gevestigd onder het stelsel van deze wet in de volgende gevallen.

a) *het overbrengen van electrische energie zonder verdeeling of verkoop.*

Het is bijna onnoodig eenige verklaring te geven over deze uitzondering die een beginsel van openbare orde bekrachtigt. Men kan niet aannemen dat de vergunninghouders zich verzetten tegen het aanleggen op hun gebied van een kabel die bestemd is de electriciteit in een andere streek van het land over te brengen. Het is ten andere zeer te betwijfelen of de vergunning, zelfs de meest uitsluitende, een wettigen grondslag vormen kan voor dergelijken eisch. Evenwel, om alle misverstand te weren, waaruit betwistingen of processen zouden kunnen voortspuiten, is het goed dit punt in de wet te vermelden, ten minste om er aan te herinneren.

b) *aan eene nijverheids- of landbouwonderneming toe te laten voor haar eigen gebruik de verschillende onderdeelen van haar bedrijf met hare electrische centrale te verbinden.*

Deze uitzondering heeft geen gezonden zin. De werkelijke eenheid van eene nijverheid is van hoofdzakelijk belang. De omstandigheden kunnen soms verplichten ze over verschillende punten te verdeelen.

Deze verdeeling kan het natuurlijk gevolg zijn of de onmisbare voorwaarde voor de ontwikkeling van eene nijverheid die zich in haar centralen zetel niet kan uitbreiden bij gebrek aan beschikbare gronden. Zij kan voortspuiten uit de noodwendigheden van de exploitatie zooals in de koolmijnen.

Het belang van den nijveraar, die hier samengaat met het algemeen belang, eischt dat zijne onderneming niet in hare ontwikkeling belemmerd wordt door eene toevallige omstandigheid, zooals het bestaan van eene regie of eene vergunning.

Vele leden van de Middenafdeeling hebben de vrees uitgedrukt dat de toepassing van deze bepaling aanleiding tot misbruik zou kunnen geven. De verklaring van het woord « nijverheidsonderneming », mag niet toelaten dat er, door eene ver-

ruining van zijn beteekenis, industrieele groepeerings tot stand komen die dan het voorrecht zouden willen genieten dat wordt verleend voor hunne onderscheiden inrichtingen. Het woord « nijverheidsonderneming » moet verstaan worden als toegepast op eene enkele onderneming, eene enkele nijverheidsfirma (naamlooze vennootschap, vennootschap bij wijze van geldschieting, enz., of een partikulier), die haar eigen bestuur en haar eigen balans heeft. De industrieele groepeerings die zich vereenigen om nijverheids- of handelsredenen zonder hare individualiteit te verliezen of zonder al hunne belangen bijeen te brengen, kunnen geen gebruik maken van de bepaling van alinea b.

c) *verdeeling van de electrische energie aan de verbruikers voor de lereringen bepaald in de categorie B.*

Een logisch gevolg van de goedkeuring van artikel 3.

Wanneer men aanneemt dat de verbruikers in twee categorieën worden verdeeld (waarvan de eerste alleen een monopolie mag vormen) is het natuurlijk noodig dat het aanleggen van geleidingen, bestemd om den stroom te leveren aan de verbruikers van meer dan 1000 kw. in alle omstandigheden toegelaten weze.

d) *Het onderling verbinden van de centrales van groepeerings van den Staat, de provinciën, de gemeenten, de particulieren, opgericht met het doel elkaar te helpen of electrische energie te ruilen, ofwel om een beter gebruik van de motor-machines tot stand te brengen.*

De centrales, toebehoorend aan particulieren, kunnen niet toegelaten worden het voordeel van deze bepaling te genieten, tenzij deze waarvan de aangelegde krachtmachine, en in gangorde, ten minste bedraagt :

500 kw. voor de hydraulische centrales, de centrales afhangend van de hoogovens, van de coke-ovens, van de kolenmijnen en, over het algemeen, de centrales die recuperatieproducten gebruiken ;

1,000 kw. voor eender welke thermische centrales gevoed met kolen of met vloeibare brandstof, die vragen verbonden te worden met eene groepeerings die instellingen van de voorgaande categorie omvat ;

1,500 kw. voor eender welke thermische centrales die vragen verbonden te worden met een der centrales die geen enkel recuperatieproduct gebruiken.

Het voordeel van deze bepaling wordt bovendien afhankelijk gesteld van de voorwaarde dat de instellingen van particulieren, waarvan de centrales afhangen, voor hun gebruik hoogstens een kwart-tijdkracht vereischen ten minste gelijk voor elke reeks aan de krachtmachine hooger aangeduid voor de centrale.

Eenwel, deze laatste bepaling is niet toepasselijk op de hydraulische centrales.

Deze bepaling verwezenlijkt een der hoofddoeleinden van de wet. Zij verwijderd de hinderpalen die kunnen aangebracht worden tegen de onderlinge verbinding van de fabrieken die den electrischen stroom voortbrengen, en zij maakt het mogelijk het vraagstuk van de terugwinning der verloren krachten wetenschappelijk aan te vatten.

Om deze terugwinning winstgevend te maken, is het vooreerst noodig dat de voortgebrachte stroom door de nijverheid kan benuttigd worden. De bronnen van de terugwinbare energie zijn uiteraard ongelijk. Noemen wij, bij voorbeeld, de

gassen voortkomend uit de hoogovens en de coke-ovens. Men kan zelfs zeggen dat ten gevolge van die ongelijkheid de benutting van de teruggewonnen gassen practisch niet mogelijk is zonder uitwisseling en zonder groepeerings. De onderlinge verbinding maakt het mogelijk de kurven van lasten en de kurven van verbruik doelmatigere regelen naar gelang het getal voortbrengers en verbruikers grooter en van meer verschillenden aard is.

Maar de stroom die aldus bruikbaar is geworden moet in de eerste plaats kunnen benuttigd worden ten gebruike van de fabrieken die zich gegroepeerd hebben met het oog op bezuiniging, wederzijdsche hulp of nuttiger gebruik van de machines. In normalen tijd kunnen de hoogovens en coke-ovens electriciteit voortbrengen aan een zeer lagen prijs. Dan is het niet meer noodig groote kapitalen vast te leggen voor het instellen van krachtmachines in elke fabriek. De aangesloten gebuur levert den stroom goedkoop. Meer nog : eene fabriek, heelemaal ingericht voor de productie, legt hare machines stil en ontvangt de noodige energie van den nabijgelegen hoogoven, terwijl hare inrichting altijd gereed blijft om als hulp-reserve tusschen te komen.

Ik dring niet aan, ik wijs enkel op de al te klaarblijkende voordeelen die het aandringen nutteloos maken.

In de belanghebbende middens is men het eens om tot de toelatingen van de wegen, noodig voor het aanleggen van onderlinge verbinding, machtiging te verleen.

De besprekingen in de Middenafdeeling gingen enkel over de vraagstukken van modaliteit en van hoegrootheid.

Na de belanghebbenden te hebben gehoord, stelt de Middenafdeeling u een stelsel voor dat, zonder in te druischen tegen den tekst van de Regeering, dezen tekst nader bepaalt.

Dit stelsel blijft nader bij de toestanden en voert eene proportioneele schaal in, die de produceerende centrales onderscheidt naar den aard van de drijfkraacht die wordt gebruikt voor de voortbrengst van den stroom; de ruimste tegemoetkomingen worden verleend aan de fabrieken die teruggewonnen en niet verzameldbare brandstoffen gebruiken.

Deze bepaling, gevoegd bij de voorwaarde van verbruik welke is opgelegd aan de fabrieken die moeten gebruik maken van het voorrecht hun door de wet verleend, zal aan de regies en aan de vergunninghouders alle vrees ontnemen voor eene stelselmatige en opzettelijke mededinging.

e) Een nijverheids- of landbouwonderneming met electrische energie te voorzien, wanneer de regie of de concessiehouder weigert haar onder de algemeene abonnementsvoorwaarden er van te bedienen; en voornamelijk binnen het hun toegewezen tijdsverloop om de levering te doen.

In dit geval is het de vergunninghouder of de regie die in gebreke is, hetzij willekeurig, hetzij onwillekeurig. De openbare machten moeten gewapend zijn om den verbruiker te vrijwaren tegen de tekortkoming van den voortbrenger, wat daar ook de oorzaak van weze. Het blijft wel verstaan dat in sommige gevallen de verbruiker kan verplicht zijn de lasten van eerste instelling op zich te nemen.

f) Met electrische energie te voeden een onderneming waarvan de exploitatie ingevolge een ongeval mocht stopgezet zijn, gedurende den voor het vereischte herstel streng noodigen tijd.

Het geldt hier eene oplossing bij de hand te hebben voor een tijdelijken toestand. Bij een ongeval is het volstrekt noodig de hervatting van het werk zoo vlug mogelijk te verzekeren. Het is billijk dat de nijveraar, die het slachtoffer is van een ongeval, zich zoo voordeelig en zoo vlug mogelijk kunne voorzien van electriciteit.

De slotparagraaf behelst bepalingen van een heel anderen aard dan deze die voorafgaan; de hoofdzakelijke bepalingen hebben een overgangskarakter. Het kwam ons verstandiger voor ze te brengen onder het laatste hoofdstuk van de wet. Zij vormen artikel 28*bis*, waarvan men verder de verklaring vinden zal.

Art. 11.

Artikel 11 bepaalt de onderscheidenlijke bevoegdheid van den Staat, de provincie en de gemeenten voor het verleenen van toelatingen betreffende het gebruik maken der wegen. Uwe Middenafdeeling stelt u een amendement voor om dit recht aan de gemeenten toe te kennen, wanneer de aan te leggen lijnen zich niet verder uitstrekken dan hun gebied. Daar is geen ernstige reden om de plaatselijke beheeren niet te laten beslissen over eene quaestie waarin zij ten slotte alleen betrokken zijn.

Art. 12.

Dit artikel schijnt ons geene verklaring te vragen.

Art. 13.

Dit artikel somt de voorwaarden op voor het uitoefenen van de rechten in artikel 2 toegekend.

De Middenafdeeling stelt u voor bij de tweede paragraaf van artikel 13 de woorden te voegen :

« Indien de wijzigingen opgedrongen zijn, hetzij om een reden van openbare veiligheid, *hetzij om de schoonheid van een mooi landschap te vrijwaren* ».

Een lid van de Middenafdeeling had graag een amendement doen aannemen waarin de wensch werd uitgedrukt dat de openbare machten, evenals de vergunninghouders, zouden trachten, om de schoone landschappen te behouden, gewoonlijk de groote verkeerswegen of de spoorlijnen te gebruiken om de electrische geleidingen en dezer steunen aan te brengen. Na het advies van de Commissie voor Landschappen en Monumenten te hebben ingewonnen, zou de Regeering, naar hare meening, het aanleggen van lijnen en andere werken, die kunnen schaden aan een stadsgezicht of buitenlandschap, moeten verbieden.

Uwe Middenafdeeling sluit zich heelemaal aan bij den geest van dit amendement. Wij moeten er altijd aan houden de schoonheid van ons land te bewaren of te vermeerderen.

De meerderheid van de Middenafdeeling was evenwel van meening dat daarover in de wet geene afzonderlijke en omstandige bepaling, die vaak moeilijk zou toe te passen zijn, diende ingelast. Het beoogde doel, oordeelt zij, zal worden bereikt wanneer de openbare machten, bij de toepassing van het meer algemeen

amendement dat zij u voorstelt, de voornoemde verklaringen als leiddraad nemen.

Wat het voorgestelde slotamendement betreft moet er worden verstaan dat deze bepaling geen afbreuk doet aan de rechten die aan de openbare machten door de organieke wetten zijn toegekend. De algemeene reglementen moeten worden geëerbiedigd, evenals de bepalingen van deze wet, namelijk artikel 24, § 4.

ART. 14 TOT 20.

Deze artikelen regelen de rechten en verplichtingen van de vervoer- en verdeelingsondernemingen van electrische energie. De bepalingen die zij voorschrijven zijn duidelijk en objectief, en vergen geen commentaar. Uwe Middenafdeeling meent dat zij niet moeten gewijzigd worden. Het stelsel der wet benadert ten andere op vele punten de wetten betreffende de andere openbare diensten, zooals de trams, de telegraphen en telefonen.

Het is belangwekkend er hier op te wijzen dat in sommige gevallen de wet aan het plaatsen van electrische geleidingen het karakter toekent van onderneming tot openbaar nut. Ten aanzien van de particulieren steunt de nieuwe wetgeving op dit beginsel.

ART. 21.

In dit artikel worden eenige punten betreffende de algemeene reglementen van uitvoering der wet nader bepaald. Het geldt deze welke bij Koninklijk besluit moeten geregeld worden.

ART. 22.

Dit artikel regelt de instelling van een bestendig raadgevend Comité.

Drie amendementen worden u door de Middenafdeeling voorgesteld :

1^o Het inlasschen van een paragraaf 2 (nieuw) luidend : « *Buiten den voorzitter, worden de leden van dit Comité gekozen voor de helft onder de vertegenwoordigers der regie of der betrokken nijverheidsbedrijven.* » Deze bepaling stemt overeen, meenen we, met de inzichten der Regeering. Uwe Middenafdeeling heeft geoordeeld dat het nuttig was dit punt uitdrukkelijk in de wet te vermelden.

Men dient op te merken dat het billijk zou zijn eveneens aan de verbruikers eene vertegenwoordiging in dit Comité te verleen.

2^o De inlassching van de vermelding van artikel 28^{ter} in paragraaf 4, is een logisch gevolg van de eventueele goedkeuring van dit artikel.

3^o Het woord « esthetische » zou moeten toegevoegd worden aan paragraaf 6 om te antwoorden op de beweeggronden uiteengezet bij artikel 13.

ART. 23 TOT 27.

De artikelen, betrekking hebbend op de beteugeling der wetsovertredingen, en op de strafbepalingen waartoe zij leiden, vergen geen commentaar.

ART. 28.

Zonder wijziging of commentaar.

ART. 28bis.

Deze bepaling, die in het Regeeringsontwerp de slotparagraaf van artikel 10 vormde, staat beter op zijn plaats, naar de meening van de Middenafdeeling, bij de overgangsbepalingen.

Men moest er echter de draagkracht van bepalen. Voor meer klaarheid moeten wij eerst doen opmerken dat dit artikel toepasselijk is op de gebieden thans in regie geëxploiteerd of in concessie gegeven, maar niet raakt aan de verworven rechten.

Het heeft verschillende doeleinden :

1^o Het brengt in toepassing het verleen van de toelatingen betreffende het gebruiken der wegen, die in de toekomst zullen toegestaan worden volgens een vereenvoudigd stelsel door de wet aangeduid ;

2^o De rechten die de Staat zich voorbehoudt op de groote wegen worden er in bepaald. Deze wijze waarop de Staat deze rechten wil uitoefenen is uiteengezet in den brief door den Minister van Nijverheid en Arbeid gericht tot uw verslaggever op 30 Januari l.l. in antwoord op de vragen gesteld door de Middenafdeeling. Die brief wordt aan het slot van het algemeene gedeelte van dit verslag overgedrukt.

In 't kort saamgevat, de Staat ziet er van af gebruik te maken van zijn recht andere toelatingen aan deze in zijn antwoord bepaald te verleen. Hij berooft zich namelijk van het recht toelatingen te verleen onder de kracht van ten hoogste 1,000 kw.

Dit wil natuurlijk niet zeggen dat de Staat zijn soevereine recht voor het openbaar domein opgeeft of vermindert. Het behoud daarvan wordt geleverd door de openbare orde, en het is dus onvervreemdbaar.

De verklaringen van den Staat hebben enkel de moreele waarde die men moet schenken aan eene zoo uitdrukkelijke bevestiging van zijne inzichten wat betreft de toepassing van de wet.

3^o De beperking « *behoudens de rechten toegekend...* » laat aan den Staat het recht toelatingen te verleen, naar het nieuwe stelsel, zelfs op de kleine wegen, wanneer de rechten van de concessies of de regies niet absoluut zijn en zekere beperkingen hebben, zooals zekere contracten van concessies er bevatten. In dit geval kan voor al wat niet in concessie werd gegeven, zelfs op de kleine wegen, eene toelating verleend worden door de overheid, die bevoegd is geworden krachtens artikel 14 van de wet.

De gemeente kan namelijk eene dergelijke toelating verleen voor de groote wegen, wanneer de aan te leggen lijn heel en al op het gebied van de gemeente blijft.

ART. 28ter.

Dit nieuwe artikel is het eenige dat toepasselijk is op de regies en de concessies die bestaan vóór het afkondigen van de wet. Het geeft machtiging toelatingen tot gebruik van de wegen te verleen op het gebied door deze in bedrijf genomen, maar alleen in sommige van de gevallen bedoeld door artikel 10. Van zijne goedkeuring hangt de toekomst van onze nijverheid af. Het is onnoodig in

nieuwe verklaringen daarover te treden, daar dit punt in het algemeene gedeelte van het verslag werd behandeld.

Elke weg, wat hij ook weze, is een deel van het openbaar domein en is dus uiteraard onvervreemdbaar. De concessiehouder krijgt de toelating zich van de openbare wegen te bedienen voor de installatie aan te leggen die de onderneming van zijne concessie medebrengt. Daardoor kan hij echter in geen geval eenig recht verwerven op dit domein, dat het uitsluitend en onaantastbaar eigendom blijft van de openbare machten. Elke toelating tot gebruik van de wegen is dus uiteraard zeer beperkt, en de Staat kan er altijd nieuwe toestaan, zonder daarom tot schadeloosstelling te kunnen verplicht worden.

Het gebruik van dit recht moet echter gerechtvaardigd worden door ernstige beweeggronden, namelijk het openbaar belang. Wij hebben aangetoond hoezeer op dit gebied eene onmiddellijke hervorming van onze wetgeving noodig is.

De Middenafdeeling heeft er ten andere de hand aan gehouden dat dit artikel de leefbaarheid van de bestaande ondernemingen niet in gevaar brengt. De gevallen waarbij de Staat gemachtigd is gebruik te maken van de rechten van zijn soeverein domein zijn niet talrijk, zij worden duidelijk omschreven en streng afgeijnd.

Het is logisch dat deze uitzonderlijke gevallen samenvloeien met deze welke werden voorzien onder artikel 10. Wij oordeelden het nochtans billijk dezen maatregel niet uit te strekken tot het geval voorzien bij lid c van voornoemd artikel 10. Uit deze beslissing vloeit voort dat, slechts na het verstrijken van de loopende concessies of, wat betreft de regies na dertig jaar, de cliënteel van de groote verbruikers (categorie B) in de vrije mededinging zal treden.

Het kan zijn dat ondanks dit voorbehoud de Staat eenig nadeel berokkent aan derden wanneer hij gebruik maakt van het recht dat wij hem toekennen.

Dit zou namelijk gebeuren wanneer de nieuwe toelating tot gebruik van de wegen voor gevolg had, in sommige bijzondere gevallen, eene mededinging voor de leveringen uit te lokken. De concessie verleent aan haren titularis het recht een oetdrooirecht te heffen. Wanneer men hem een deel van zijne cliënten ontnemt, dan berooft men hem van de winsten waarop hij recht had te rekenen. Komt dit voor, dan dient er vergoeding betaald te worden, welke betaling moet gedaan worden door dengene die de nieuwe toelating verkrijgt. Onnoodig daarover uit te wijden, het is het gemeene recht. In geval van geschil doen de rechtbanken uitspraak, maar ingeen geval kan de wettigheid van deze toelating in twijfel worden getrokken, noch het gebruik daarvan afhankelijk worden gesteld van de vaststelling of van de betaling van deze vergoeding. Het is klaar dat al de leveringen gedaan krachtens eene van deze toelatingen, waarover wij hier handelen, niet kunnen beschouwd worden, als veroorzakende eenig nadeel aan den tegenwoordigen exploitant. Eene inrichting, eene filiaal van eene nijverheid zal maar kunnen opgericht worden dank zij de nieuwe bepaling. Het doel van deze is die nijverheidsuitbreiding in de hand te werken. Nooit heeft de concessiehouder op de cliënteel daarvan kunnen hopen.

ART. 29

Om de gronden uiteengezet in het commentaar op het eerste artikel, heeft de

Middenafdeeling geoordeeld dat de duur van het verstrekte monopolie der thans bestaande regies moet vastgesteld worden in het eerste artikel van de nieuwe wet. Zooals gij weet stelt zij u voor dit tijdsverloop te brengen van tien op dertig jaar.

Men heeft doen opmerken dat dit tijdsverloop nog al lang was, met het oog op de rechten van den Staat. Deze beslissing stelt inderdaad aan den Staat eene beperking die op een gegeven oogenblik hinderpalen kan in den weg leggen met aanzienlijke lasten voor de openbare diensten waarvan de werking het algemeen belang aangaat.

De meerderheid van de leden der Middenafdeeling stemde nochtans tegen het voorstel om de eerste paragraaf van dit Regeeringsontwerp te behouden, en heeft beslist u te vragen het heele artikel 29 te doen wegvallen.

ART. 30.

Zonder commentaar.

. . .

Hiermede is het onderzoek over dit zeer ingewikkelde voorstel geëindigd. Wij zouden gelukkig zijn kon het verslag van de Middenafdeeling voor de Kamer een leidraad zijn te midden van de moeilijkheden, van de technische vraagstukken en van de belangenconflicten die herhaaldelijk oprijzen.

Wanneer gij dit werk van vooruitgang en billijkheid zult hebben ten einde gebracht, dan zal nog slechts een deel van de taak zijn afgedaan. Men zal er ook moeten aan denken de electriciteit te verspreiden tot in de kleinste gemeenten.

Op de p. m. 2,500 gemeenten van België zijn er thans 1,100 van electriciteit voorzien. Daar waar er eene dichte bevolking is en een druk economisch leven, is de verdeling winstgevend. De regies en de concessiehouders hebben gehoorzaamd aan de wet die de private onderneming doet ontstaan daar waar de behoefte het dringendste en de winst zeker is.

Hoe zal men nu de arme streken te hulp komen? Hoe zal men aan de landbouwers, wier hoeven over het platteland verspreid liggen, den stroom kunnen verschaffen? En aan de ambachtslieden en kleine nijveraars die over heel het land zijn verspreid?

Wij staan hier tegenover het tweevoudig vraagstuk van vervoer en verdeling. Het schijnt zeer moeilijk dit te kunnen oplossen zonder tusschenkomst van de openbare machten.

De vermeerdering van het productievermogen van onze bevolking is nochtans het eenige doeltreffend middel om de moeilijkheden thans te boven te komen. De landbouw is de voornaamste industrie van België, en moet uit alle krachten gesteund worden. De Fransche Regeering gaat bijna een milliard uitgeven om de electrische energie ter beschikking te stellen van de plattelandsbevolking. Zullen wij ten achter blijven?

De Ministerieele Commissie had een ander wetsontwerp opgemaakt, waaraan de Regeering hare goedkeuring niet meende te kunnen schenken, ten minste niet dadelijk. Hare inzichten desaangaande zijn ons nog niet bekend. Dit wetsontwerp vroeg de oprichting van eene nationale Electriciteitsmaatschappij op dezelfde

grondslagen als deze van de Nationale Maatschappijen van de Buurtspoorwegen en de Watervoorziening.

Op verzoek van de gemeentebesturen, legt de Nationale Maatschappij plaatselijke netten aan, met den financiëleen steun van de drie machten. Zij gelast zich bovendien den stroom met hooge drukking over te brengen naar het transformatiefabriek in elke gemeente gevestigd. De gemeente is eigenares van haar net en behoudt het uitsluitend recht aan de particulieren den stroom te verkoopen. Zij blijft vrij de voorwaarden van dien verkoop te regelen onder toezicht van de hogere overheid.

Het is wel verstaan dat in geen geval, behalve wanneer het volstrekt noodig is, de Nationale Maatschappij centrales voor de voortbrengst electrische productie zou oprichten. Hare rol beperkt zich bij het opsporen van de in de private nijverheid beschikbare kracht en bij het onderhandelen met de voortbrengers, om de gemeenten goedkoop van stroom te voorzien.

Uwe Middenafdeeling meent dat dit wetsontwerp niet in den vergeethoek mag blijven liggen en drukt de hoop uit dat de Regeering het spoedig zal indienen.

Het gebied van de studie der electriciteit is zoo uitgebreid dat bij elken stap nieuwe horizons voor ons opengaan. Wij moeten er ons echter bij bepalen te wijzen op het groot belang dat het benuttigen van onze latente krachten oplevert : hydraulische krachten en getijden, de electrificatie van onze spoorwegen en onze kanalen, het aanleggen van breede gewestelijke netten, en zelfs van een nationaal net... Op dien weg ligt de wedergeboorte van ons land !

De Verslaggever,

FERNAND DE WOUTERS.

De Voorzitter,

EM. TIBBAUT.



(I)

ANNEXE AU N° 212.

Texte du projet de loi

AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR LA SECTION CENTRALE

BIJLAGE VAN N° 212.

Tekst van het wetsontwerp

AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE MIDDENAFDEELING

Projet de loi.

Wetsontwerp.

§ I — Dispositions générales.

§ I. — Algemeene bepalingen.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Les dispositions de la présente loi n'affectent en rien les droits et obligations résultant des concessions de distribution d'énergie électrique accordées avant sa mise en vigueur.

De bepalingen dezer wet maken in niets inbreuk op de rechten en op de verplichtingen voortvloeiende uit concessies voor de verdeeling van electrische energie, vóór het van kracht worden dezer wet verleend.

Elles ne s'appliquent pas aux chemins de fer, tramways, télégraphes et téléphones dont l'installation sur les voies publiques et l'exploitation sont régies par des lois spéciales.

Bedoelde bepalingen zijn niet toepasselijk op de spoorwegen, de trams, de telegraphen en de telefonen waarvan de installatie op de openbare wegen en de exploitatie door speciale wetten zijn beheerscht.

ART. 2.

ART. 2.

L'Etat, les provinces et les communes ont le droit d'effectuer, aux fins et conditions prévues par la présente loi, le transport et la distribution de l'énergie électrique au moyen de conducteurs empruntant des voies publiques faisant ou ne faisant pas partie de leur domaine respectif.

Met het doel en onder de voorwaarden bij deze wet voorzien hebben de Staat, de provincies en de gemeenten het recht electrische energie te vervoeren en te verdeelen door middel van geleidingen gebruikende de openbare wegen die van hun respectief grondgebied deeltmaken of niet.

Les communes, les provinces et l'Etat ont également le droit de permettre à des particuliers ou à des sociétés d'utiliser la voie publique dans les mêmes conditions pour l'installation de conducteurs d'énergie électrique, lorsqu'ils leur accordent, conformément aux dispositions ci-après, soit une concession de distribution, soit une permission de voirie.

De gemeenten, de provincies en de Staat hebben eveneens het recht aan particulieren of aan vennootschappen toe te laten, onder dezelfde voorwaarden, den openbaren weg te benutten voor de installatie van geleidingen van electrische energie wanneer zij hun, overeenkomstig navermelde bepalingen, hetzij een verdeelingsconcessie, hetzij een toelating voor de wegen verleen.

Amendements.

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions de la présente loi n'affectent en rien les droits et obligations afférant aux distributions d'énergie électrique concédées ou exploitées en régie avant sa mise en vigueur, sous réserve des exceptions prévues à l'article 28^{ter}.

En ce qui concerne les concessions, ces droits sont limités à la durée des contrats de concession en cours, en ce qui concerne les régies à trente années à dater de la promulgation de la loi.

Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas ..

(La suite comme ci-contre.)

ART. 2.

L'État, les provinces et les communes ont le droit d'effectuer, aux fins et conditions prévues par la présente loi, le transport et la distribution de l'énergie électrique au moyen de conducteurs qui empruntent des voies publiques faisant ou ne faisant pas partie de leur domaine respectif.

L'État, les provinces et les communes ont également...

(La suite comme ci-contre.)

Amendementen.

EERSTE ARTIKEL.

De bepalingen dezer wet maken in niets inbreuk op de rechten en verplichtingen *betrekking hebbende op de verdeelingen van electrische energie, vóór het van kracht worden dezer wet in concessie of in regie ondernomen, behoudens de bij artikel 28^{ter} voorziene uitzonderingen.*

Voor wat de concessies betreft, zijn deze rechten gebonden aan den duur der loopende concessie-overeenkomsten, en, voor wat de regie betreft, deze heeft een duur van dertig jaar te rekenen van af de afkondiging der wet.

De bepalingen dezer wet zijn niet van toepassing op...

(Het overige zooals hiernevens).

ART. 2.

Met het doel en onder de voorwaarden bij deze wet voorzien, hebben de Staat, de provinciën en de gemeenten het recht electrische energie over te brengen en te verdeelen door middel van geleidingen *gebruik makende van de openbare wegen die van hun respectief grondgebied deeluitmaken of niet.*

De Staat, de provinciën en de gemeenten hebben eveneens...

(Het overige zooals hiernevens).

Projet de loi.

ART. 3.

Au point de vue de la distribution, les fournitures d'énergie électrique sont subdivisées en deux catégories.

La catégorie A comprend les fournitures qui sont utilisées soit exclusivement ou principalement pour l'éclairage, soit pour la force motrice dans tous les cas où la puissance requise est inférieure à 400 kw. (quatre cents kilowatts).

La catégorie B comprend les fournitures utilisées principalement pour la force motrice lorsque la puissance requise pour celle-ci est supérieure à 400 kw. (quatre cents kilowatts).

Seules les fournitures de la catégorie A sont susceptibles de faire l'objet d'un monopole de distribution.

Les fournitures dites « *pour l'éclairage* » comprennent également celles destinées aux autres applications domestiques de l'énergie électrique; les fournitures dites « *pour la force motrice* » comprennent celles qui se rapportent aux autres applications industrielles de cette énergie.

§ II. — De la production, du transport et de la distribution de l'énergie électrique par l'État et les provinces.

ART. 4.

L'État et, sur leur territoire respectif, les différentes provinces ont le droit d'établir et d'exploiter des usines pour la production de l'énergie électrique ainsi que des lignes ou réseaux pour transporter cette énergie vers les établissements et services dont ils ont la gestion. Ils peuvent de la même

Wetsontwerp.

ART. 3.

Onder oogpunt van de verdeling, worden de leveringen van elektrische energie in twee reeksen onderverdeeld :

Reeks A omvat de leveringen die benut worden hetzij uitsluitend of voornamelijk voor de verlichting, hetzij voor de drijfkraft in al de gevallen waarin het daarvoor vereischt vermogen minder is dan 400 Kw. (vier honderd kilowatts).

Reeks B omvat de leveringen voornamelijk benut voor de drijfkraft wanneer het daarvoor vereischt vermogen meer is dan 400 Kw. (vier honderd kilowatts).

Slechts de leveringen van reeks A zijn vatbaar om het voorwerp uit te maken van een verdeelingsmonopolie.

De leveringen genaamd « *voor de verlichting* » omvatten insgelijks die, bestemd tot de andere huishoudelijke toepassingen der elektrische energie; de leveringen genaamd « *voor de drijfkraft* » omvatten die tot andere nijverheidstoepassingen dezer energie betrekkelijk.

§ II. — Voortbrengst, vervoer en verdeling der elektrische energie door den Staat en door de Provincies.

ART. 4.

De Staat en, op hun respectief grondgebied, de verschillende provincies hebben het recht fabrieken, voor de voortbrengst van elektrische energie, alsmede lijnen en netten, voor het vervoer dier energie naar de inrichtingen en diensten door hen beheerd, in te richten en te exploitee-

Amendements.

ART. 3.

Au point de vue de la distribution, les fournitures d'énergie électrique sont subdivisées en deux catégories :

La catégorie A comprend les fournitures *utilisées* exclusivement ou principalement soit pour l'éclairage soit pour la force motrice dans tous les cas où la puissance requise est inférieure à *mille* kilowatts.

La catégorie B comprend les fournitures *utilisées à concurrence de 85 p.c. au moins* pour la force motrice lorsque la puissance *utilisée pour les propres besoins de chaque consommateur pris individuellement* dépasse 1,000 kilowatts.

(La suite comme ci-contre.)

ART. 4.

L'État et, sur leur territoire respectif, les provinces...

(Le reste comme ci-contre.)

Amendementen.

ART. 3.

Onder oogpunt van de verdeling, worden de leveringen van electrische energie in twee reeksen onderverdeeld :

Reeks A omvat de leveringen die uitsluitend of voornamelijk *aangewend worden*, hetzij voor de verlichting, hetzij voor de drijfkraft in al de gevallen waarin het daarvoor vereischt vermogen minder is dan *duizend kilowatt*.

Reeks B omvat de leveringen *ten beloope van ten minste 85 t. h.* aangewend voor de drijfkraft, wanneer het vermogen, *voor de eigen behoeften van elken verbruiker afzonderlijk aangewend*, 1,000 kilowatt overtreft.

(Het overige zooals hiernevens.)

ART. 4.

De Staat en, op hun respectief grondgebied, de provinciën...

(Het overige zooals hiernevens.)

Projet de loi.

manière assurer le transport de l'énergie qu'ils achètent à d'autres producteurs pour l'alimentation des dits établissements et services.

L'État et les provinces lorsqu'elles y sont autorisées par arrêté royal, peuvent avec les mêmes moyens fournir en bloc l'énergie électrique à des entreprises de distributions régies ou concédées par les communes, et desservir les particuliers pour les fournitures comprises dans la catégorie B moyennant, le cas échéant, d'acquitter les redevances prévues par les articles 7 et 8.

§ III. — Des régies communales et intercommunales.

ART. 5.

Toute commune peut sur son propre territoire ou celui d'une autre commune, établir et exploiter une usine pour la production de l'énergie électrique ainsi que les lignes nécessaires pour relier cette usine aux établissements et services dont elle a la gestion.

La commune peut aussi, avec l'énergie produite par cette usine ou avec celle qui lui serait livrée par tout autre producteur, desservir, par une distribution publique exploitée en régie, la généralité des consommateurs établis sur son territoire.

Le droit de distribution de la régie peut s'exercer à titre exclusif, mais uniquement à l'égard des particuliers qui requièrent des fournitures d'énergie électrique comprise dans la caté-

Wetsontwerp.

ren. Zij mogen op dezelfde wijze het vervoer verzekeren der energie door hen bij andere voortbrengers aangekocht, tot voeding van bedoelde inrichtingen en diensten.

De Staat en de provincies, wanneer zij bij Koninklijk besluit er toe gemachtigd zijn, mogen, met dezelfde middelen de electrische energie « globaal » leveren aan verdeelingsondernemingen, door de gemeenten in regie geëxploiteerd of geconcedeerd; zij mogen particulieren bedienen, voor wat betreft de leveringen vervat in reeks B, onder voorwaarde, in voorkomend geval, de bij artikelen 7 en 8 voorziene retributies te betalen.

§ III. — Gemeentelijke en tusschen gemeentelijke Regies.

ART. 5.

Elke gemeente mag op haar grondgebied of op dat eener andere gemeente een fabriek voor de voortbrengst van electrische energie, alsmede de noodige lijnen om die fabriek te verbinden met de door haar beheerde inrichtingen en diensten, inrichten en exploiteren.

De gemeente mag ook, door een openbare in regie geëxploiteerde verdeelingsonderneming, de generaliteit der op haar grondgebied gevestigde verbruikers bedienen van de energie door bedoelde fabriek voortgebracht of van die, haar door welken voortbrenger ook, geleverd.

Het recht van verdeling aan de regie verleend mag uitgeoefend worden uitsluitend maar s'echts tegenover de particulieren die behoefte hebben aan leveringen van

Amendements.

(Comme ci-contre).

Amendementen.

(Zooals hiernevens).

Art. 5.

Toute commune peut sur son propre territoire ou *sur* celui d'une autre commune...

(La suite de l'alinéa comme ci-contre).

(Comme ci-contre).

(Comme ci-contre).

Art. 5.

(Het Vlaamsch blijft onveranderd).

(Zooals hiernevens).

(Zooals hiernevens).

Projet de loi.

gorie A, et sans préjudice des restrictions résultant des dispositions des articles 10 et 12.

En ce qui concerne les fournitures comprises dans la catégorie B, la commune peut imposer aux distributions concurrentes le paiement d'une redevance qui ne pourra pas dépasser 3 p. c. du montant de leur recette brute afférente à la force motrice, ni 6 p. c. du montant de celle afférente à l'éclairage fourni accessoirement.

ART. 6.

En conformité avec les stipulations de la loi du 1^{er} mars 1922, les communes ont aussi le droit de s'associer pour l'établissement sur ou au dehors du territoire des communes associées, d'usines de production d'énergie électrique ainsi que pour la distribution et la vente du courant sur l'ensemble ou une partie de leur territoire, ou pour un de ces objets seulement.

Les conditions indiquées à l'article précédent pour les distributions exploitées en régie par une commune sont applicables à la distribution exploitée par une association de communes.

ART. 7.

Les conditions techniques de la distribution exploitée en régie par la commune ou par l'association de communes sont soumises à l'avis de la

Wetsontwerp.

electrische energie, vervat in reeks A, onverminderd de uit de bepalingen der artikelen 10 en 12 voortvloeiende beperkingen.

Voor wat betreft de leveringen in reeks B vervat, mag de gemeente aan de mededingende verdeelingsondernemingen de betaling eener retributie opleggen. Bedoelde retributie mag niet gaan boven 3 t. h. van het bedrag hunner bruto-ontvangst, betrekking hebbende op de drijfkraft, noch boven 6 t. h. van het bedrag van die, betrekking hebbende op de verlichting als bijkomstig geleverd.

ART. 6.

Overeenkomstig de bepalingen der wet van 1 Maart 1922, hebben de gemeenten ook het recht zich te vereenigen voor het inrichten, op of buiten het grondgebied der vereenigde gemeenten, van fabrieken voor de voortbrengst van electrische energie alsmede voor de verdeling en voor den verkoop van stroom over gansch of over een gedeelte van hun grondgebied of enkel voor één dier voorwerpen.

De in voorgaand artikel vermelde voorwaarden voor de verdeelingsondernemingen door de gemeenten in regie geëxploiteerd, zijn toepasselijk op de verdeelingsonderneming door een vereeniging van gemeenten geëxploiteerd.

ART. 7.

De technische voorwaarden der verdeelingsonderneming, in regie door de gemeente of door de vereeniging van gemeenten geëxploiteerd,

Amendements.

En ce qui concerne les fournitures comprises dans la catégorie B, la commune peut imposer aux distributions concurrentes le paiement d'une redevance qui ne pourra dépasser 5 p. c. du montant de *la* recette brute.

ART. 6.

En conformité avec les stipulations de la loi du 1^{er} mars 1922 les communes ont aussi le droit de s'associer pour *établir* sur le territoire des communes associées *ou au dehors de ce territoire*, des usines de production d'énergie électrique *pour distribuer et vendre* du courant sur l'ensemble ou une partie de leur territoire, ou pour un de ces objets seulement.

(Comme ci-contre.).

ART. 7.

Les conditions techniques *générales* de la...

(La suite comme ci-contre.)

Amendementen.

Voor wat betreft de leveringen in reeks B vervat, mag de gemeente aan de mededingende verdeelingsondernemingen de betaling eener retributie opleggen. Bedoelde retributie mag niet gaan boven 5 t. h. van het bedrag *der* bruto-ontvangst.

ART. 6.

Overeenkomstig de bepalingen der wet van 1 Maart 1922, hebben de gemeenten ook het recht zich te vereenigen om op of buiten het grondgebied der vereenigde gemeenten, fabrieken *tot voortbrenging* van elektrische energie *op te richten* voor de verdeling en den verkoop van stroom over gansch of over een gedeelte van hun grondgebied, of enkel voor één dier *doeleinden*.

(Zooals hiernevens).

ART. 7.

De *algemeene* technische voorwaarden der...

(Het overige zooals hiernevens.)

Projet de loi.

Députation permanente et à l'approbation du Roi.

Les conditions commerciales de la même distribution sont soumises à l'approbation de la Députation permanente.

Ces conditions comprennent en tout cas :

1° le tarif maximum que la régie est admise à appliquer pour les fournitures de la catégorie A ;

2° le taux des redevances que les autres distributeurs peuvent avoir à payer du chef des fournitures comprises dans la catégorie B qui seraient effectuées en concurrence avec la régie.

§ IV. — Des concessions communales et intercommunales.

ART. 8.

Pour tout ou partie de leur territoire, la commune ou l'association de communes peuvent octroyer à un particulier ou à une société la concession de la distribution de l'énergie électrique dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues à l'article 5 pour les distributions exploitées en régie.

La constitution d'une association de communes en vue de l'octroi d'une concession, est soumise aux formalités prescrites par la loi du 1^{er} mars 1922.

La concession fait l'objet d'une adjudication publique dont le procès-verbal, accompagné de la décision motivée du Collège des bourgmestre et échevins et du cahier des charges

Wetsontwerp.

zijn onderworpen aan het advies der Deputatie en aan 's Konings goedkeuring.

De handelsvoorwaarden van bedoelde verdeelingsonderneming zijn onderworpen aan de goedkeuring der Deputatie.

Deze voorwaarden omvatten in alle geval :

1° het maximumtarief dat de regie gemachtigd is toe te passen voor de leveringen der reeks A ;

2° het percent der retributies dat de andere verdeelers wegens leveringen, vervat in de reeks B, en die in mededinging met de regie werden gedaan, mochten te betalen hebben.

§ IV. — Gemeentelijke en tusschen-gemeentelijke concessies.

ART. 8.

Voor gansch of voor een gedeelte van hun grondgebied, mogen de gemeente of de vereeniging van gemeenten aan een particulier of aan eene vennootschap de verdeeling der electrische energie concedeeren, onder dezelfde voorwaarden als die voorzien in artikel 5, de in regie geëxploiteerde verdeelingsondernemingen betreffende.

Het stichten eener vereeniging van gemeenten tot het bekomen eener concessie is onderworpen aan de formaliteiten voorgeschreven door de wet van 1 Maart 1922.

De concessie is het voorwerp eener openbare aanbesteding, waarvan het proces-verbaal, te zamen met de gemotiveerde beslissing van het schepencollege en met de door

Amendements.

La suite de l'article est remplacée comme suit :

Exception est faite pour les communes de plus de 5,000 habitants.

Le taux des redevances que les autres distributeurs peuvent avoir à payer du chef des fournitures qui sont comprises dans la catégorie B, et effectuées en concurrence avec la régie, seront soumises à l'avis de la Députation permanente.

ART. 8.

(Comme ci-contre).

Amendementen.

Het overige van het artikel te doen luiden als volgt :

Uitzondering wordt gemaakt voor de gemeenten van meer dan 5,000 inwoners).

Het beloop der retributies dat de overige verdeelers mochten te betalen hebben wegens leveringen vervat in de reeks B, en die in mededinging met de regie werden gedaan, worden aan het advies van de Bestendige Deputatie onderworpen.

AR. 8.

(Zooals hiernevens).

Projet de loi.

arrêté ou approuvé par le Roi, est soumis :

à l'approbation de la Députation permanente, en ce qui concerne les conditions commerciales de la distribution ;

à l'avis de la Députation permanente et à l'approbation du Roi, en ce qui concerne les conditions techniques de la distribution.

Seront soumises en même temps à l'approbation de la Députation permanente, les redevances qui pourront être perçues par la commune sur les recettes brutes du chef des fournitures de la catégorie B effectuées en concurrence avec le concessionnaire.

§ V. — Des permissions de voirie.

ART. 9.

Des permissions de voirie peuvent être accordées à des particuliers ou à des sociétés pour l'établissement de conducteurs électriques sur ou sous les voies publiques. Elles sont soumises aux conditions que les autorités compétentes jugeront utiles d'imposer lors de leur octroi ou ultérieurement.

ART. 10.

En aucun cas, l'existence d'une distribution régie par une commune ou concédée par elle en vertu de la présente loi ne peut faire obstacle à ce que des permissions de voirie soient accordées en vue de réaliser les fins indiquées ci-après :

a) Transporter l'énergie électrique sans distribution ni vente dans le territoire de cette commune ;

Wetsontwerp.

den Koning besloten of goedgekeurde aanbestedingsvoorwaarden, ononderworpen is :

aan de goedkeuring der Deputatie, de handelsvoorwaarden der verdeelingsonderneming betreffende ;

aan het advies der Deputatie en aan 's Konings goedkeuring, de technische voorwaarden der verdeelingsonderneming betreffende.

Zijn terzelfder tijd aan de goedkeuring der Deputatie onderworpen de retributies die door de gemeente mochten opgelegd zijn op de bruto-ontvangsten, wegens leveringen der reeks B gedaan in mededinging met den concessiehouder.

§ V. -- Toelatingen voor de wegen.

ART. 9.

Toelatingen voor de wegen kunnen worden gegeven aan particulieren of aan vennootschappen voor het aanleggen van electrische geleidingen boven of onder de openbare wegen. Zij zijn onderworpen aan de voorwaarden die de bevoegde overheid, op het oogenblik dat de toelating wordt gegeven ofwel later, nuttig acht.

ART. 10.

In geen geval, mag een bestaande verdeelingsonderneming, door een gemeente beheerd of door haar krachtens deze wet geconcedeerd, hinderen dat er toelatingen voor de wegen worden gegeven om tot de volgende doeleinden te komen :

a) Electrische energie te vervocren zonder verdeeling noch verkoop op het grondgebied dezer gemeente ;

Amendements.

Amendementen.

Supprimer cet alinéa.

Dit lid te doen wegvallen.

l'avis de la Députation permanente et à l'approbation du Roi, en ce qui concerne les conditions techniques de la distribution, *en conformité avec les stipulations de l'article 7.*

aan het advies der Bestendige Deputatie en aan 's Konings goedkeuring, de technische voorwaarden der verdeelingsonderneming betreffende, *in overeenstemming met het bepaalde in artikel 7.*

Seront soumises en même temps à l'avis de la Députation permanente, les redevances qui pourront être perçues par les communes sur les recettes brutes du chef des fournitures de la catégorie B effectuées en concurrence avec le concessionnaire.

Worden terzelfder tijd aan *het advies* der Bestendige Deputatie onderworpen de retributies die door de gemeente mochten opgelegd zijn op de bruto-ontvangsten wegens leveringen der reeks B gedaan in mededinging met den concessiehouder.

ART. 9.

(Comme ci-contre.)

ART. 9.

(Zooals hiernevens.)

ART. 10.

(Comme ci-contre.)

ART. 10.

(Zooals hiernevens.)

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

Projet de loi.

b) Permettre à une entreprise industrielle ou agricole de relier, pour son propre usage, ses différents sièges d'exploitation à sa centrale électrique ;

c) Distribuer l'énergie électrique aux consommateurs pour les fournitures comprises dans la catégorie B ;

d) Relier entre elles les centrales de groupements de l'État, des provinces, des communes et des particuliers constitués dans un but de secours et d'échange de courant ou en vue d'assurer une meilleure utilisation des machines motrices ; les centrales groupées appartenant à des particuliers ayant chacune une puissance installée au moins égale à 400 kw. (quatre cents kilowatts).

Wetsontwerp.

b) Een nijverheids- of landbouwonderneming toe te laten, voor eigen gebruik, haar verschillende bedrijfszetels aan haar elektrische centrale te verbinden ;

c) De elektrische energie te verdeelen onder de verbruikers voor de leveringen omvat in de reeks B ;

d) Onderling te verbinden de centrales van groepeerings van den Staat, van de provincies, van de gemeenten en van de particulieren, ten einde elkander te helpen en stroom te verwisselen, of om een betere benutting der krachtmachines te verzekeren, met dien verstande dat de gegroepeerde centrales van particulieren elk een bestaande vermogen dienen te bezitten minstens gelijk aan 400 kw. (vier honderd kilowatt) ;

Amendements.

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

d) Relier entre elles les centrales de groupements de l'État, des provinces, des communes et des particuliers, constitués dans un but de secours ou d'échange ou en vue d'assurer une meilleure utilisation des machines motrices.

En ce qui concerne les centrales appartenant à des particuliers, ne pourront être admises à jouir du bénéfice de la présente disposition que celles d'entre elles dont la puissance génératrice installée et en ordre de service, est d'au moins :

500 kw. pour les centrales hydrauliques, les centrales dépendant de hauts-fourneaux, de fours à coke, de charbonnages et d'une manière générale les centrales utilisant des produits de récupération ;

1000 kw. pour les centrales thermiques quelconques alimentées au charbon ou au combustible liquide, qui demandent à se raccorder à un groupement comprenant des installations de la catégorie précédente ;

1,500 kw. pour les centrales thermiques quelconques qui demandent à se raccorder avec une ou des centrales n'utilisant aucun produit de récupération.

Le bénéfice de cette disposition est en outre subordonné à la condition que les établissements des particuliers, dont dépendent les centrales, requièrent à leur usage une puissance quart ho-

Amendementen.

(Zooals hiernevens).

(Zooals hiernevens).

d) Onderling te verbinden de centrales behorende aan groepeerings van den Staat, van de provinciën, van de gemeenten en van de particulieren, tot stand gebracht met het doel elkan- der te helpen of stroom uit te wis- selen, of om een betere benutting der krachtmachines te verzekeren.

Voor wat de aan particulieren be- hoorende centrales betreft, kunnen al- leen worden toegelaten het voordeel van deze bepaling te genieten, diegene wier opgestelde en gangvaardige dy- namo ten minste kan opleveren :

500 kw. voor de hydraulische cen- trales, de centrales behorende tot hoogovens, coke-ovens, steenkolenmij- nen en, over 't algemeen, de centrales welke de teruggewonnen producten be- nuttigen ;

1000 kw. voor alle thermische cen- trales die door middel van steenkool of van vloeibare brandstoffen worden ge- stookt en die aansluiting vragen bij eene groepeerings welke inrich- tingen als onder de vorige reeks bezit ;

1,500 kw. voor al de thermische centrales die aansluiting vragen bij eene of meer centrales welke geen enkel teruggewonnen product benut- tigen.

Het voordeel van deze bepaling is, overigens, afhankelijk van de voor- waarde dat de inrichtingen van parti- culieren, waarvan de centrales afhan- gen, voor hun gebruik hoogstens een

Projet de loi.

e) Alimenter une entreprise industrielle ou agricole en énergie électrique lorsque la régie ou le concessionnaire refuse de desservir celle-ci aux conditions générales de l'abonnement;

f) Alimenter une entreprise dont l'exploitation serait arrêtée par suite d'un accident, pendant le temps strictement nécessaire pour effectuer les réparations requises.

Pour autant que les droits réservés par l'alinéa 1 de l'article premier n'y fassent pas obstacle, les permissions prévues ci-dessus peuvent également être accordées dans les communes desservies par une distribution concédée antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi.

ART. 11.

Lorsque les lignes à établir ne s'étendent pas au delà des limites d'une seule province, les permissions de voirie sont accordées par la Députation permanente du Conseil provincial, les administrations communales intéressées ayant été préalablement entendues et la décision ne devenant exécutoire qu'après avoir reçu l'approbation du Roi qui peut la réformer.

Wetsontwerp.

e) Een nijverheids- of landbouwonderneming met electrische energie te voeden, wanneer de regie of de concessiehouder weigert haar onder de algemeene abonnementsvoorwaarden er van te bedienen;

f) Met electrische energie te voeden een onderneming waarvan de exploitatie ingevolge een ongeval mocht stopgezet zijn, gedurende den voor het vereischte herstel streng noodigen tijd.

In zoover de rechten, in alinea 1 van artikel 1 voorbehouden, het niet hinderen, mögen bovenvermelde toelatingen eveneens worden gegeven in de gemeenten, die, vóór het van kracht worden dezer wet, door een vroeger geconcedeerde verdelingsonderneming, van energie worden bediend.

ART. 11.

Wanneer de aan te leggen lijnen zich niet buiten de grenzen eener enkele provincie uitstrekken, dan worden de toelatingen voor de wegen door de Deputatie van den Provincieraad gegeven, de belanghebbende gemeentebesturen vooraf gehoord, en de beslissing slechts uitvoerbaar zijnde na de goedkeuring des Konings die ze mag hervormen.

Amendements.

raire maxima d'utilisation au moins égale pour chaque catégorie à la puissance génératrice indiquée ci-dessus pour la centrale.

Toutefois, cette dernière condition ne s'applique pas aux centrales hydrauliques.

e) Alimenter une entreprise industrielle ou agricole en énergie électrique lorsque la régie ou le concessionnaire refuse de desservir celle-ci aux conditions générales de l'abonnement et notamment dans le délai qui leur est importé pour effectuer la fourniture.

(Comme ci-contre.)

(Cette disposition faisant l'objet de l'article 28^{bis} nouveau doit être supprimée ici)

ART. 11.

Les permissions de voirie sont accordées par les communes lorsque les lignes ne s'étendent pas au-delà des limites de leur territoire, par la Députation permanente du Conseil provincial si les lignes sont établies sur le territoire de plusieurs communes les administrations intéressées ayant été préalablement entendues; dans chaque cas la décision ne devient exécutoire qu'après avoir reçu l'approbation du Roi qui peut la réformer.

Amendementen.

kwart-tijdkracht eischen ten minste gelijk, voor elke reeks, aan de hierboven voor de centrale aangeduide dynamo.

Dit laatste vereischte is echter niet van toepassing op de hydraulische centrales.

e) Een nijverheids- of landbouwonderneming met electrische energie te voeden, wanneer de regie of de concessiehouder weigert haar onder de algemeene abonnementsvoorwaarden er van te bedienen en voornamelijk binnen het hun toegewezen tijdsverloop om de levering te doen.

(Zooals hiernevens.)

(Deze bepaling maakt het voorwerp uit van artikel 28^{bis} (nieuw) en moet hier dus wegvallen.)

ART. 11.

De toelatingen om van de wegen gebruik te maken worden gegeven door de gemeenten, wanneer de lijnen zich niet buiten de grenzen van hun grondgebied uitstrekken, door de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad, indien de lijnen op het grondgebied van verscheidene gemeenten zijn aangelegd, de betrokken gemeentebesturen vooraf gehoord zijnde; in ieder geval is de beslissing slechts uitvoerbaar na de goedkeuring des Konings die ze mag hervormen.

Projet de loi.

Lorsque les lignes à établir s'étendent sur le territoire de plus d'une province, ou qu'elles se prolongent en dehors des frontières du pays, les permissions de voirie sont accordées par le Roi, les autorités communales et provinciales intéressées ayant été préalablement entendues.

Les permissions de voirie ne peuvent être retirées que par les autorités qui les ont octroyées et sous réserve des mêmes consultations.

ART. 12.

Le droit des régies et des concessionnaires ne fait pas obstacle à ce que les titulaires d'une permission de voirie fassent usage de l'énergie électrique qu'ils transportent pour assurer le fonctionnement des services auxiliaires dans les sous-stations et éclairer les locaux y affectés.

§ VI. — Des droits et obligations des entreprises de transport et de distribution.

ART. 13.

L'État, les provinces, les communes, les associations de communes, de même que les concessionnaires de distributions publiques et les titulaires de permissions de voirie, ont le droit d'exécuter sur ou sous les places, routes, sentiers, cours d'eau et canaux faisant partie du domaine public de l'État, des provinces et des communes, tous les travaux que comportent l'établissement et l'entretien en bon état des lignes aériennes ou souterraines, à condition toutefois de se conformer aux lois et aux règlements, ainsi

Wetsontwerp.

Wanneer de aan te leggen lijnen zich uitstrekken over het grondgebied van meer dan een provincie of dat ze voortloopen buiten 's lands grenzen, dan worden de toelatingen voor de wegen door den Koning gegeven, de belanghebbende gemeente- en provinciebesturen vooraf gehoord.

De toelatingen voor de wegen kunnen slechts ingetrokken worden door de overheid die ze heeft gegeven en mits dezelfde raadplegingen.

ART. 12.

Het recht der régies en der concessiehouders hindert niet de houders eener toelating voor de wegen gebruik maken van de electrische energie die ze vervoeren, om de werking der hulpdiensten in de onderstations te verzekeren en om de lokalen daartoe bestemd te verlichten.

§ VI. — Rechten en verplichtingen der Vervoer- en Verdeelingsondernemingen.

ART. 13.

De Staat, de provincies, de gemeenten, de Vereenigingen van gemeenten alsmede de concessiehouders van openbare verdeelingsondernemingen en de houders van toelatingen voor de wegen, hebben het recht op of onder de plaatsen, banen, paden, waterloopen en kanalen die deeluitmaken van het openbaar domein van den Staat, van de provincies, en van de gemeenten, alle werken te verrichten vereischt tot het aanleggen en tot het behoorlijk onderhouden der lucht- en ondergrondsche lijnen, onder voor-

Amendements.
—
(Comme ci-contre).

Amendementen.
—
(Zooals hiernevens.)

(Comme ci-contre).

(Zooals hiernevens.)

ART. 12.
(Comme ci-contre).

ART. 12.
(Zooals hiernevens.)

ART. 15.
(Comme ci-contre.)

ART. 15.
(Zooals hiernevens.)

Projet de loi.

qu'aux dispositions spécialement prévues à cet effet soit dans les décisions administratives, soit dans les actes de concession ou de permission.

L'État, les provinces et les communes ont, en tout cas sur leur domaine respectif, le droit de faire modifier ultérieurement les dispositions ou le tracé d'une installation, ainsi que les ouvrages qui s'y rapportent. Si les modifications sont imposées, soit pour un motif de sécurité publique, soit dans l'intérêt de la voirie, des cours d'eau, des canaux ou d'un service public, soit comme conséquence des changements apportés par les riverains aux accès des propriétés en bordure des voies empruntées, les frais de travaux sont à charge de l'entreprise qui a établi l'installation; dans les autres cas, ils sont à charge de l'autorité qui impose les modifications. Celle-ci peut exiger un devis préalable et, en cas de désaccord, procéder elle-même à l'exécution des travaux.

ART. 14.

L'État, les provinces et les communes, de même que les concessionnaires, dans la mesure où les actes de concession les y autorisent, ont le droit :

1° D'établir à demeure des supports et des ancrages pour conducteurs

Wetsontwerp.

waarden nochtans dat zij zich gedragen naar de wetten, de verordeningen, en de speciaal met dit doel, hetzij in bestuurbeslissingen, hetzij in de acten van concessie of van toelating voorziene bepalingen.

De Staat, de provincies en de gemeenten hebben, in alle geval, op hun respectief grondgebied, het recht de schikkingen of de schets eener installatie later te doen wijzigen, alsmede de werken daarmee in verband. Indien de wijzigingen opgedrongen zijn, hetzij om een reden van openbare veiligheid, hetzij in het belang van de wegen, waterlopen, kanalen of van een openbaren dienst, hetzij ingevolge wijzigingen door de aanwonende aangebracht aan den toegang der eigendommen; de gevolgde wegen belendende, dan vallen de onkosten der werken ten laste der onderneming die de installatie heeft gedaan; in de andere gevallen, vallen zij ten laste der overheid die de wijzigingen opdringt. Bedoelde overheid mag een voorafgaandelijk bestek eischen en, bij gebrek van overeenstemming, de uitvoering der werken zelf aanvangen.

ART. 14.

De Staat, de provincies en de gemeenten, alsmede de concessiehouders, in de mate waarin zij door de concessieakten daartoe zijn gemachtigd, hebben het recht :

1° Blijvend steunen en ankers te vestigen voor luchtgeleidingen van

Amendements.

L'État, les provinces et les communes ont, en tout cas, sur leur domaine respectif, le droit de faire modifier ultérieurement les dispositions ou le tracé d'une installation, ainsi que les ouvrages qui s'y rapportent. Si les modifications sont imposées soit pour un motif de sécurité publique, soit pour préserver la beauté d'un site, soit dans l'intérêt.

(La suite comme ci contre).

Les communes et associations de communes ne sont astreintes à aucune formalité administrative pour placer et entretenir les canalisations électriques sur leur propre voirie.

ART. 14.

(Comme ci-contre).

Amendementen.

De Staat, de provinciën en de gemeenten hebben, in alle geval, op hun respectief grondgebied het recht de plaatsingen of de ontworpen richting eener installatie naderhand te doen wijzigen, alsmede de werken daarmee in verband. Indien de wijzigingen opgedrongen zijn, hetzij om een reden van openbare veiligheid, hetzij om de schoonheid van een mooie plek te vrijwaren, hetzij in het belang van.

(Het overige zooals hiernaevens).

De gemeenten en vereenigingen van gemeenten zijn tot geene bestuursformaliteit verplicht om de electrische geleidingen op hun grondgebied te plaatsen en te onderhouden.

ART. 14.

(Zooals hiernaevens).

Projet de loi.

aériens d'énergie électrique à l'extérieur des murs et façades donnant sur la voie publique; ce droit ne pourra être exercé que sous les conditions prescrites par les règlements généraux prévus à l'article 21;

2° De faire passer sans attache ni contact des conducteurs d'énergie électrique au-dessus des propriétés privées, sous les mêmes conditions que celles spécifiées au 1° ci-dessus;

3° De couper les branches d'arbres qui se trouvent à proximité des conducteurs aériens d'énergie électrique et pourraient occasionner des courts-circuits ou des dégâts aux installations.

Sauf les cas d'urgence, le droit de couper les branches d'arbres est toutefois subordonné soit au refus du propriétaire d'effectuer l'ébranchage, soit au fait qu'il aurait laissé sans suite pendant un mois l'invitation d'y procéder.

ART. 15.

Le Gouvernement, après enquête et par arrêté royal motivé, pourra déclarer qu'il y a utilité publique à établir les lignes électriques sur ou sous des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes.

Cette déclaration confère à l'entreprise intéressée le droit d'installer ces lignes sur ou sous ces terrains, d'en assurer la surveillance et de procéder aux travaux d'entretien et de réparation,

Wetsontwerp.

electrische energie, langs buiten de muren en gevels die uitgeven op den openbaren weg; dit recht mag slechts worden uitgeoefend onder de voorwaarden voorgeschreven bij de algemeene verordeningen in art. 21 voorzien;

2° de geleidingen van electrische energie boven de private eigendommen, laten doorgaan zonder vastmaking daaraan, noch aanraking daarmee, onder dezelfde voorwaarden als die in vermeld 1° gespecificeerd;

3° de boomtakken af te hakken die dicht bij de luchtgeleidingen van electrische energie hangen, en die kortsluitingen of schade aan de installaties zouden kunnen veroorzaken.

Behoudens de dringende gevallen, is het recht, om boomtakken af te hakken, nochtans afhankelijk hetzij van de weigering van den eigenaar om dit te doen, hetzij van het feit dat bedoelde eigenaar gedurende een maand het verzoek om dit werk te verrichten niet heeft beantwoord.

ART. 15.

De Regeering, na onderzoek en bij gemotiveerd Koninklijk besluit, mag verklaren dat het van openbaar nut is electrische lijnen aan te leggen op of onder private onbebouwde gronden, niet door muren of andere evenwaardige omheiningen afgesloten.

Door deze verklaring bekomt de belanghebbende onderneming het recht bedoelde lijnen aan te leggen op of onder vermelde gronden, het toezicht er over te verzekeren, en de

Amendement.

—

Amendementen.

—

ART. 15.

(Comme ci-contre).

ART. 15.

(Zooals hiernevens.)

Projet de loi.

le tout aux conditions déterminées dans ledit arrêté.

Le Gouvernement pourra, dans les mêmes conditions, autoriser le titulaire d'une permission de voirie à faire usage des droits spécifiés à l'article 14.

ART. 16.

Avant d'user des droits conférés par les articles 14 et 15, l'entreprise intéressée devra soumettre à l'approbation de l'autorité dont relève la voie publique, le tracé de l'emplacement et des détails d'installation des conducteurs.

Cette autorité devra statuer dans les trois mois de la date d'envoi du tracé et donner notification de sa décision à cette entreprise. Passé ce délai, celle-ci sera admise à adresser sa demande au Gouvernement qui statuera.

Les travaux ne pourront être commencés qu'après une notification directe aux propriétaires et locataires intéressés.

L'exécution de ces travaux n'entraîne aucune dépossession. La pose d'appuis sur les murs ou façades ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever. Les lignes souterraines et supports établis dans un terrain ouvert et non bâti devront être enlevés à la demande du propriétaire, si celui-ci use de son droit de se clore ou de bâtir; les frais de l'enlèvement de ces lignes

Wetsontwerp.

onderhouds- en herstelwerken uit te voeren, alles onder de bij bedoeld besluit bepaalde voorwaarden,

De Regeering mag, onder dezelfde voorwaarden, den houder eener toelating voor de wegen machtigen tot het uitoefenen der bij artikel 14 gespecificeerde rechten.

ART. 16.

Vooraleer de rechten bij artikelen 14 en 15 verleend uit te oefenen, dient de belanghebbende onderneming de schets der plaats en de bijzonderheden omtrent de installatie der geleidingen, aan de goedkeuring der overheid van wie de openbare weg afhangt, te onderwerpen.

Bedoelde overheid dient te beslissen binnen de drie maand te rekenen van den datum waarop de schets werd afgezonden en zij dient de belanghebbende onderneming kennis te geven van haar beslissing. Eens dit tijdsbestek verstreken, dan staat het de onderneming vrij haar aanvraag te sturen naar de Regeering, die beslissen zal.

De werken mogen slechts aangenomen na rechtstreeksche kennisgeving er van aan de belanghebbende eigenaars en huurders.

De uitvoering der werken sleept geen onteigening na zich. Het plaatsen van steunen op de muren of op de gevels kan den eigenaar in zijn recht van afbraak, herstel of optrekking niet hinderen. De ondergrondse lijnen en de steunen gevestigd in een open onbebouwden grond dienen, op verzoek van den eigenaar, te worden weggenomen, indien deze zijn recht van omheinen of bouwen wil uitoefenen.

Amendements.

—

ART. 16.

(Comme ci-contre.)

Amendementen.

—

ART. 16.

(Zooals hiernevens.)

Projet de loi.

et supports seront à charge de celui qui les aura établis. Mais le propriétaire devra, six mois au moins avant d'entreprendre les travaux de démolition, réparation, surélévation, clôture ou construction, prévenir par écrit l'administration, le concessionnaire ou le titulaire de permission de voirie intéressé.

ART. 17.

Les entreprises intéressées indemniseront les propriétaires et les locataires du préjudice qui pourra résulter de l'application des articles 14 et 15 d'après l'estimation qui en sera faite, soit à l'amiable, soit par le juge compétent. Ces indemnités pourront avoir la forme d'une redevance annuelle payable par anticipation.

ART. 18.

Les indemnités pour dommages résultant de l'établissement ou de l'exploitation d'une distribution d'énergie électrique sont entièrement à charge de l'entreprise intéressée, qui reste responsable de toutes les conséquences dommageables envers les tiers.

ART. 19.

Si une nouvelle ligne de transport d'énergie électrique doit suivre en tout ou en partie le même parcours qu'une ligne déjà établie, l'autorité qui a compétence pour autoriser la nouvelle installation, d'accord avec celle qui a autorisé l'installation existante, peut, moyennant l'appro-

Wetsontwerp.

fenen; de onkosten van het wegnemen dezer lijnen en steunen vallen ten laste van hem die ze heeft aangelegd en geplaatst. Maar de eigenaar dient, minstens zes maand vóór het aanvangen der afbraak-, herstel-, optrekkings-, omheinings- en bouwwerken, de belanghebbende administratie, concessiehouder of houder van toelating voor de wegen schriftelijk daarmee in kennis te stellen.

ART. 17.

De belanghebbende ondernemingen vergoeden de eigenaars en de huurders voor het nadeel dat uit de toepassing der artikelen 14 en 15 mocht voortspruiten. Dit nadeel wordt geschat, hetzij in minnelijke schikking, hetzij door den bevoegden rechter. Bedoelde vergoedingen mogen worden verleend onder den vorm eener jaarlijksche retributie, vooruit betaalbaar.

ART. 18.

De vergoedingen wegens schade voortspruitende uit de inrichting en uit de exploitatie eener verdeelingsonderneming van electrische energie vallen gansch ten laste der belanghebbende onderneming, die verantwoordelijk blijft voor al de gevolgen die derde personen schaden.

ART. 19.

Indien een nieuwe lijn voor het vervoer van electrische energie gansch of gedeeltelijk den weg eener reeds bestaande lijn dient te volgen, dan mag de overheid, die bevoegd is tot het machtigen der nieuwe installatie, akkoord gaande met deze bevoegd tot het machtigen der bestaande instal-

Amendements.

Amendementen.

ART. 17.

(Comme ci-contre.)

ART. 17.

(Zooals hiernevens.)

ART. 18.

(Comme ci-contre.)

ART. 18.

(Zooals hiernevens.)

ART. 19.

(Comme ci-contre.)

ART. 19.

(Zooals hiernevens.)

Projet de loi.

bation du Gouvernement, prescrire l'usage en commun, soit des mêmes supports pour les conducteurs aériens, soit des mêmes caniveaux pour les conducteurs souterrains, tous droits réservés.

ART. 20.

Les administrations des télégraphes et des téléphones de l'État et des chemins de fer de l'État ou les compagnies de chemins de fer concédés ou le Département de la Défense Nationale peuvent adresser aux exploitants des lignes électriques dont les conducteurs empruntent la voie publique, ainsi qu'aux entreprises de transport et de distribution d'énergie électrique dont les conducteurs n'empruntent pas la voie publique, mais se rapprochent à moins de 10 mètres de distance horizontale d'une ligne affectée d'une façon permanente aux télécommunications, une réquisition à l'effet de faire prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire cesser toute perturbation nuisible aux transmissions télégraphiques ou téléphoniques ou de signalisation dans le rayon d'influence des conducteurs d'énergie électrique.

Les mesures prévues ci-dessus seront étudiées avec le souci d'assurer un maximum de sécurité moyennant un minimum de dépenses; elles n'excluent pas éventuellement des modifications à faire aux lignes de télécommunications.

Les exploitants des lignes de transport d'énergie électrique visées ci-dessus, sont tenus de donner une suite

Wetsontwerp.

latie, mits goedkeuring der Regeering, de gemeenschappelijke ingebruikneming voorschrijven, hetzij van dezelfde steunen voor de luchtgeleidingen, hetzij van dezelfde goten voor de onderaardsche geleidingen, alle rechten voorbehouden.

ART. 20.

De administraties van Staatstelegraphen en Staatstelefonen en der Staatspoorwegen of de Maatschappijen van geconcedeerde spoorwegen of het Departement van Landsverdediging mogen, aan hen die electrische lijnen, waarvan de geleidingen den openbare weg benutten, exploiteeren, alsmede aan de ondernemingen van vervoer en van verdeeling van electrische energie, waarvan de geleidingen den openbaren weg niet benutten, maar die op minder dan 10 meters horizontalen afstand, een lijn, blijvend bestemd voor de telecommunicaties, naderbij komen, een eisch stellen hebbende ten doel de noodige maatregelen te doen nemen om te voorkomen of te doen eindigen elke stoornis, nadeelig voor telegrafische of telefonische of tot signalisatie dienende overbrengingen, binnen de rayon van influentie der geleidingen van electrische energie.

Bovenvermelde maatregelen dienen in dier voege bestudeerd te worden dat maximum-veiligheid door middel van minimum-onkosten wordt verzekerd; dit belet niet dat er, in voorkomend geval, wijzigingen worden gebracht aan de lijnen van telecommunicaties.

De personen, die bovenvermelde lijnen voor het vervoer van electrische energie exploiteeren, zijn er toe ge-

Amendements.

—

Amendementen.

—

ART. 20.

(Comme ci-contre.)

ART. 20.

(Zooals hiernevens.)

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

Projet de loi.

immédiate à toute réquisition en vue de faire cesser sur le champ toute perturbation ou influence nuisible. Faute de satisfaire à cette réquisition, les mesures jugées nécessaires y compris le déplacement ou la modification des installations de transmission d'énergie autorisées ou des lignes de télécommunications seront ordonnées par les services intéressés, aux frais, risques et périls des exploitants.

§ VII. — Règlements généraux d'exécution de la loi.

ART. 21.

Des arrêtés royaux détermineront notamment :

1° Les règlements généraux relatifs à l'établissement et à l'exploitation des lignes électriques ainsi qu'aux mesures de sécurité, sans préjudice au droit de police des autorités constituées ;

2° Les clauses d'un cahier des charges-type sur la base duquel pourra en tout cas se faire l'adjudication des distributions à concéder ;

3° L'échelle des redevances maxima que l'État, les provinces et les communes, sont autorisées à percevoir pour l'occupation du domaine public par les lignes établies en vertu de permissions de voirie ;

4° La procédure à suivre par l'État, les provinces et les communes pour l'utilisation d'une voirie ne faisant pas partie de leur domaine respectif ;

5° La forme dans laquelle doit être faite la demande de permission

Wetsontwerp.

houden, onmiddellijk gevolg te geven aan elken eisch om elke stoornis of nadeelige influentie dadelijk te doen eindigen. Bij gebrek van daaraan te voldoen, zullen de noodig geachte maatregelen, het verplaatsen of het wijzigen van geautoriseerde installaties voor het overbrengen van energie of van de lijnen voor telecommunicaties daarinbegrepen, door de belanghebbende diensten bevolen worden, ten koste en op eigen risico van bedoelde personen.

§ VII. — Algemeene verordeningen ter uitvoering der wet.

ART. 21.

Koninklijke besluiten zullen bepalen namelijk :

1° De algemeene verordeningen omtrent het aanleggen en exploiteeren van electrische lijnen en omtrent de veiligheidsmaatregelen, onverminderd het politierecht der wettige overheid ;

2° De aanbestedingsvoorwaarden-types op grond waarvan in alle geval de aanbesteding der te concedeeren verdeelingsondernemingen mag geschieden ;

3° De schaal der maxima-retributies die de Staat, de provincies en de gemeenten gemachtigd zijn te innen, wegens het bezetten van het openbaar domein door lijnen krachtens toelatingen voor de wegen aangelegd ;

4° De door den Staat, de provincies en de gemeenten te volgen procedure voor de benutting van een weg die van hun respectief grondgebied geen deel uitmaakt ;

5° Den vorm waaronder de aanvraag om toelating voor de wegen

Amendements.

—

Amendementen.

—

ART. 21.

(Comme ci contre)

ART. 21.

(Zooals hiernevens.)

Projet de loi.

de voirie, les documents qui doivent l'accompagner, les enquêtes à effectuer par les autorités saisies d'une telle demande, les délais dans lesquels ces autorités doivent statuer et notifier leur décision aux intéressés.

ART. 22.

Il est créé auprès du Ministère de l'Industrie et du Travail un Comité consultatif permanent.

Une ou plusieurs sections permanentes pourront être instituées au sein de ce Comité.

Le Comité, de même que les sections permanentes, donnent avis sur toutes les questions dont ils sont saisis par le Ministre de l'Industrie et du Travail.

Les arrêtés royaux comportant déclaration d'utilité publique prévus par l'article 15 ainsi que ceux réglant l'exécution de la loi sur les points déterminés sub. 1°, 2° et 3° de l'article 21 sont pris après avis du Comité ou de la section compétente.

Il en est de même des décisions relatives à l'octroi ou au retrait des permissions de voirie prévus par l'article 11 et à l'usage en commun des supports et des caniveaux prévus par l'article 19.

Le dit Comité ou la section compétente seront également entendus avant qu'il soit statué sur les conditions

Wetsontwerp.

dient gedaan, de begeleidende bescheiden, de onderzoeken te doen door de overheid bij wie zulke aanvraag is aanhangig gemaakt, de tijdsruimten binnen dewelke die overheid dient te beslissen en binnen dewelke zij de belanghebbende met de beslissing dient in kennis te stellen.

ART. 22.

Er wordt aan het Ministerie van Nijverheid en Arbeid een vast raadgevend Comité tot stand gebracht.

Een of meer vaste secties mogen in den schoot van bedoeld Comité worden tot stand gebracht.

Zoowel het Comité als de vaste secties geven advies omtrent al de aangelegenheden bij hen door den Minister van Nijverheid en Arbeid aanhangig gemaakt.

De Koninklijke besluiten tot verklaring van algemeen nut, voorzien bij het artikel 15, alsmede die tot regeling der uitvoering van de wet, de onder het 1°, 2° en 3° bepaalde aangelegenheden betreffende, worden genomen na advies van het Comité of van de bevoegde sectie.

Dit geldt insgelijks voor de beslissingen omtrent het geven of het terugtrekken der door artikel 11 voorziene toelatingen voor de wegen en omtrent het door artikel 19 voorzienegemeenschappelijk gebruik der steunen en goten.

Bedoeld Comité of bevoegde sectie worden insgelijks gehoord vooraleer er beslist wordt over de technische

Amendements.

Amendementen.

ART. 22.

ART. 22.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

Les membres de ce Comité, en dehors du président, sont choisis pour moitié parmi les représentants des régies et industries intéressées.

Buiten den voorzitter, worden de leden van dit Comité gekozen voor de helft onder de vertegenwoordigers der regie of der betrokken nijverheidsbedrijven.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

Les arrêtés royaux comportant déclaration d'utilité publique prévus par les articles 15 ainsi que ceux réglant l'exécution de la loi sur les points déterminés sub. 1^o, 2^o et 3^o de l'article 21, sont pris après avis du comité ou de la section compétente. Il en est de même des arrêtés royaux pris en application de l'article 28^{ter}.

De Koninklijke besluiten houdende verklaring van algemeen nut, voorzien bij artikel 15 alsmede die genomen tot regeling van de uitvoering der wet, de onder n^os 1^o, 2^o en 3^o bepaalde aangelegenheden betreffende, worden genomen na advies van het Comité of van de bevoegde sectie. Dit geldt eveneens voor de Koninklijke besluiten genomen tot uitvoering van artikel 28^{ter}.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

Le dit Comité ou la section compétente seront également entendus avant qu'il soit statué sur les conditions

Bedoeld Comité of de bevoegde sectie worden insgelijks gehoord vóór aler er beslist wordt over de tech-

Projet de loi.

techniques et commerciales de l'entreprise de distribution exploitée en régie par la commune ou l'association de communes comme prévu par l'article 7, ainsi que sur l'octroi des concessions prévu à l'article 8.

Un arrêté royal déterminera les conditions d'application du présent article, notamment en ce qui concerne la composition et le fonctionnement du Comité et des sections permanentes.

ART. 23.

Le Gouvernement peut désigner des fonctionnaires ou agents pour constater, concurremment avec tous autres officiers de police judiciaire et par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire, les infractions à la présente loi et aux règlements pris en exécution de celle-ci.

Il peut conférer les mêmes pouvoirs aux agents des concessionnaires, ou des permissionnaires, dans les limites et sous les conditions à régler par arrêté royal.

§ VIII. — Dispositions pénales.

ART. 24.

Les infractions à la présente loi et aux règlements généraux pris en exécution de celle-ci, seront punis d'un emprisonnement d'un à huit jours et d'une amende de 25 à 1,000 francs ou d'une de ces peines seulement.

Les juges de paix connaissent de ces infractions et peuvent, en cas de circonstances atténuantes, réduire

Wetsontwerp.

en handelsvoorwaarden der in regie door de gemeente of de vereeniging van gemeenten geëxploiteerde verdeelingsonderneming, zooals artikel 7 het voorziet, alsmede over het verleen van concessies bij artikel 8 voorzien.

Een Koninklijk besluit zal bepalen de toepassingsvoorwaarden van dit artikel, inzonderheid wat betreft de samenstelling en de werkwijze van het Comité en van de vaste secties.

ART. 23.

De Regeering mag ambténars en beambten aanduiden voor het constateeren, samen met alle andere officieren van gerechtelijke politie en door processen-verbaal, rechts-geldig tot dat het tegendeel is bewezen, van de inbreuken op deze wet en op de ter uitvoering er van genomen verordeningen.

Zij mag dezelfde bevoegdheid opdragen aan de agenten der concessiehouders of der houders van toelatingen, binnen de grenzen en onder de voorwaarden door Koninklijk besluit te regelen.

§ VIII. — Strafbepalingen.

ART. 24.

De inbreuken op deze wet en op de ter uitvoering er van genomen verordeningen worden gestraft met een gevangenisstraf van een tot acht dagen en met een geldboete van 25 tot 1,000 frank of met enkel een dier straffen.

De vrederechters nemen kennis van bedoelde inbreuken en mogen, in geval van verzachtende omstan-

Amendement.

techniques, *esthétiques* et commerciales
de l'entreprise...

(La suite comme ci contre.)

(Comme ci-contre.)

ART. 23.

(Comme ci-contre.)

ART. 24.

(Comme ci-contre.)

Amendementen.

nische, *esthetische* en *commercieele*
vereischten der in regie...

(Het overige zooals hiernevens.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 23.

(Zooals hiernevens.)

ART. 24.

(Zooals hiernevens.)

Projet de loi.

l'amende sans qu'elle puisse être inférieure à 5 francs.

ART. 25.

Sauf en ce qui concerne les exploitations régies par des lois spéciales, toute personne qui exploite une ligne ou un réseau pour le transport ou la distribution de l'énergie électrique, sans être muni à cet effet d'une concession formelle ou d'une permission de voirie régulière, sera punie d'une amende de 500 à 2,500 francs et devra procéder immédiatement à la mise hors service et à l'enlèvement de la ligne ou du réseau.

ART. 26.

L'action publique et l'action civile résultant d'une infraction aux dispositions ci-dessus de la présente loi, ou aux règlements arrêtés en exécution de celle-ci, se prescriront par une année révolue à partir de la date du procès-verbal constatant l'infraction.

ART. 27.

Les dispositions des articles 523, 524 et 525 du Code pénal sont respectivement applicables aux faits de destruction partielle ou totale de machines ou d'installations pour la production, la transformation, le transport, la distribution et l'utilisation de l'énergie électrique et aux faits d'empêchement ou d'atteinte volontaire au transport de l'énergie électrique sur les lignes et réseaux régulièrement autorisés.

Wetsontwerp.

digheden, de geldboete verminderen zonder dat zij minder dan 5 frank mag zijn.

ART. 25.

Behoudens de door speciale wetten beheerde exploitaties wordt elkeen, die een lijn of een net voor het vervoer of voor de verdeeling van electrische energie exploiteert, zonder, te dien einde, houder te zijn van een formeele concessie of van een toelating voor de wegen, gestraft met een geldboete van 500 tot 2,500 frank en dient hij onmiddellijk het buiten dienst stellen en het wegnemen der lijn of van het net aan te vangen.

ART. 26.

De rechtsvordering tot straf en de rechtsvordering tot schadevergoeding, voortvloeiende uit een inbreuk op de bovenvermelde bepalingen dezer wet of op de ter uitvoering daarvan genomen verordeningen, verjaren met één jaar, verstreken van af den datum van het proces-verbaal tot constatacie der inbreuk.

ART. 27.

De bepalingen der artikelen 523, 524 en 525 van het Strafwetboek zijn onderscheidenlijk toepasselijk op feiten van gedeeltelijke of geheele vernieling van machines of installaties voor de voortbrengst, de transformatie, het vervoer, de verdeeling en de benutting van electrische energie en op feiten van hindernis of vrijwilligen aanslag op het vervoer van electrische energie op de lijnen en netten wettelijk daartoe geautoriseerd.

Amendements.

—

ART. 25.

(Comme ci-contre.)

ART. 26.

(Comme ci-contre.)

ART. 27.

(Comme ci-contre.)

Amendementen.

—

ART. 25.

(Zooals hiernevens.)

ART. 26.

(Zooals hiernevens.)

ART. 27.

(Zooals hiernevens.)

Projet de loi.

Ceux qui, par défaut de précaution, auront involontairement détruit ou dégradé des machines ou installations pour la production, la transformation, la distribution et l'utilisation de l'énergie électrique, empêché ou entravé le transport de celle-ci sur les lignes et réseaux régulièrement autorisés, seront punis des peines indiquées à l'article 563 du Code pénal.

§ IX. — Dispositions transitoires

ART. 28.

Les permissions de voirie accordées avant la mise en vigueur de la présente loi ne pourront être retirées que par les autorités qui les ont accordées.

Wetsontwerp.

Zij die, bij gebrek aan voorzorg, onvrijwillig machines of installaties voor de voortbrengst, de transformatie, de verdeeling en de benutting van electrische energie zullen vernietigd of beschadigd hebben of die het vervoer er van op de lijnen en netten daartoe wettelijk geautoriseerd zullen verhinderd of gestremd hebben, worden gestraft met de in artikel 563 van het Strafwetboek opgegeven straffen,

§ IX. — Overgangsbepalingen.

ART. 28.

De vóór het van kracht worden dezer wet verleende toelatingen voor de wegen mogen slechts door de overheid die ze heeft verleend worden ingetrokken.

Amendements.

Amendementen.

ART. 28.

(Comme ci-contre.)

ART. 28bis.

Des permissions de voirie pourront être accordées dans les conditions indiquées aux articles 9, 10, 11 et 12 de la présente loi dans les communes où existe une distribution exploitée en régie ou concédée avant la mise en vigueur de la présente loi sous réserve des droits reconnus à l'article premier.

ART. 28ter.

Dès la mise en vigueur de la présente loi, le Gouvernement, après enquête et par arrêté royal motivé, pourra, dans les conditions indiquées au § VI, accorder des permissions de voirie pour l'établissement de certaines lignes électriques sur ou sous le territoire de communes faisant l'objet de régies ou de concessions au

ART. 28.

(Zooals hiernevens.)

ART. 28bis.

Toelatingen om van de wegen gebruik te maken kunnen worden verleend, in de voorwaarden vermeld bij de artikelen 9, 10, 11 en 12 van deze wet, in de gemeenten waar eene verdeling bestaat die, vóór het van kracht worden dezer wet in regie of in concessie was ondernomen, in zoo verre de rechten bij het eerste artikel erkend zich daartegen niet verzetten.

ART. 28ter.

Van af het van kracht worden dezer wet, kan de Regeering, na onderzoek en bij beredeneerd Koninklijk besluit, in de voorwaarden omschreven bij § VI, verklaren dat het van een openbaar nut is sommige electrische lijnen aan te leggen op of onder het grondgebied van gemeenten waarvoor regie of concessie wordt aangevraagd.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 29.

Pour les établissements de l'État ou des provinces desservis avant la mise en exécution de la présente loi par une distribution régie par la commune, il est fixé un délai de dix ans avant que les autorités dont ces établissements relèvent puissent faire usage en ce qui concerne l'éclairage électrique, du droit que leur confère l'article 4 d'utiliser la voirie communale, soit pour les desservir directement, soit pour les faire desservir par une autre entreprise.

De la même manière, il est fixé un délai de dix ans avant que les particuliers qui au moment de la mise en exécution de la présente sont desservis pour la force motrice par une distribution régie par une commune ou une association de communes puissent faire usage du droit que leur confèrent les articles 5 et 6 de contracter avec une distribution concurrente pour les fournitures de la catégorie B qui leur sont ou leur deviendraient nécessaires.

ART. 30.

La présente loi sera applicable à partir du jour de sa publication.

ART. 29.

Voor de Staats- en provincie-inrichtingen, die vóór de tenuitvoerlegging dezer wet door een in regie door de gemeente beheerde verdeelingsonderneming waren voorzien, wordt een tijdsbestek van tien jaar bepaald alvorens de overheid, van wie deze inrichtingen afhangen, gebruik mag, inzake electrische verlichting, van het bij artikel 4 verleend recht de gemeentewegen te benutten, hetzij om die inrichtingen rechtstreeks te bedienen, hetzij om ze door een andere onderneming te doen bedienen.

Evenzoo wordt er een tijdsbestek van tien jaar bepaald alvorens de particulieren, die op het oogenblik der tenuitvoerlegging dezer wet, van drijfkracht bediend worden door een in regie door een gemeente of door een vereeniging van gemeenten geëxploiteerde verdeelingsonderneming mogen gebruik maken van het recht, hun door de artikelen 5 en 6 verleend, met een mededingende verdeelingsonderneming een contract af te sluiten voor de leveringen der reeks B die zij noodig hebben of die hun mochten noodig zijn.

ART. 30.

Deze wet is toepasselijk van af den dag van haar bekendmaking.

Amendement.

moment de la promulgation de la loi. Toutefois, il ne pourra faire usage de ce droit que dans les cas indiqués aux littéras a, b, d, e et f de l'article 10 ci-dessus.

ART. 29.

(Supprimer cet article).

Amendementen.

Echter kan de reden van openbaar nut slechts worden ingeroepen in de gevallen vermeld onder bovenstaande littéras a, b, d, e, en f.

ART. 29.

(Dit artikel te doen wegvallen.)

ART. 30.

(Comme ci-contre.)

ART. 30

(Zooals hiernevens.)